

Entretien > Guy Aurenche : Vers une terre solidaire / **Repères** / **Infographie** / **Dossier** > Quand le Sud nous montre le nord • La pauvreté est-elle une richesse ? • Sauver des milliers de variétés de riz • La terre, ce bien commun essentiel • Laisser dormir le pétrole sous la terre • Wangari Maathai, prix Nobel des arbres et de la forêt / **Portfolio** / **Initiatives** / **Document** > Le pacte civique.



de Saint-Lambert **Les cahiers**

ENSEMBLE FACE À LA CRISE ÉCOLOGIQUE

Quand le Sud nous montre le nord

GRAND ENTRETIEN
Guy Aurenche :
Vers une terre
solidaire





7€ - 52 pages
201x271 mm

COMMANDEZ DÈS AUJOURD'HUI LES 2 GUIDES
INDISPENSABLES POUR TROUVER SA VOIE



LES DEUX
HORS-SÉRIES

9€,90

au lieu de 13,90€

6,90€ - 146 pages
172x250 mm

NOUVEAU

BON DE COMMANDE

Renvoyez ce bulletin de commande complété et accompagné de votre règlement à :
Bayard - Pèlerin - TSA 10074 - 59714 Lille - Cedex 9

Oui, je profite de l'offre spéciale:

Articles	Réf.	Qté.	Prix unitaire	Prix total
Les 2 HORS-SÉRIES PÈLERIN Compostelle + Bretagne	FPH0046		9,90 € 13,90 €	€
LES FRAIS DE PORT ME SONT OFFERTS GRATUITS				
Le Hors-série Pèlerin Compostelle l'appel du chemin	FPH0043		7,00 €	€
Le Hors-série Pèlerin Les plus belles routes de Bretagne	FPH0031		6,90 €	€
FRAIS DE PORT* €				
TOTAL À RÉGLER €				

Frais de port : *2,95 € l'unité, 5,90 € pour une commande en nombre hors pack des 2 hors-séries. Gratuit dès 39€ d'achat.

En vente par téléphone au 0 825 825 831 (0,15 €/min)
en librairie religieuse et sur internet
<http://boutiquebayard.bayardweb.com/> Code offre : A 170 800

Offre valable en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2011. Les informations recueillies dans ce bon sont destinées au groupe Bayard, auquel Bayard Presse appartient. Elles sont enregistrées dans notre fichier clients à des fins de traitement de votre abonnement. À l'exception de vos coordonnées bancaires, elles sont susceptibles d'être transmises en dehors de la communauté européenne à des fins d'enregistrement et de traitement de votre commande. Conformément à la loi informatique et libertés n° du 6 janvier 1978 modifiée, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès et de rectification, d'opposition et de suppression des données vous concernant, à l'adresse suivante : Bayard - TSA 10074 - 59714 Lille Cedex 9. Si vous ne souhaitez pas que vos données soient utilisées par Bayard Presse, vous pouvez vous en désolidariser en apposant une croix dans la case prévue à cet effet. Photos non contractuelles.

M. M^{me} M^{lle}

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

Tél. : _____ A170611

E-mail : _____

Je joins mon règlement à l'ordre de *Pèlerin* par :

Chèque bancaire CB/Visa, Eurocard/Master Card

N° carte : _____

Date d'expiration : ____

Date et signature obligatoires :

Notez ici les 3 derniers chiffres

situés au dos de votre carte : ____



Dominique Lang

Le temps des rencontres

Il y a des anniversaires plus marquants que d'autres. 50 ans par exemple. Il y a cinq décennies donc, au début des années 60, sont nées plusieurs grandes associations internationales majeures. Le World Wide Fund (WWF) en est un bon exemple, lui qui reste un des acteurs majeurs de la prise de conscience écologiste. Mais aussi le CCFD en France, un comité rassemblant de nombreux acteurs locaux et internationaux pour agir contre la faim et pour le développement. Ces associations témoignent de l'émergence d'une société civile de plus en plus active, et ébauchant une passionnante et nouvelle mondialisation à visage humain. Nous qui fêtons bien plus modestement notre dixième numéro des Cahiers, nous avons eu envie d'aller à la rencontre des acteurs de ce réseau qu'est le CCFD, engagés dans des solidarités qui englobent de plus en plus naturellement les questions écologiques. Car je suis persuadé, Fabrice, que le moment est venu pour les réseaux de l'écologie et de la solidarité d'apprendre à mieux se connaître et à partager davantage les beaux combats qu'ils mènent.



Fabrice Nicolino

Je ressens tout comme toi, mon cher Dominique, la nécessité de croiser les expériences et les énergies. Le CCFD est à mes yeux un exemple splendide de ce que peuvent les hommes ensemble, quand ils décident d'avancer par la solidarité. Moi qui ai beaucoup voyagé dans les pays du Sud, je peux et je dois dire mon admiration profonde pour les volontaires anonymes qui ont mis leur vie au diapason de leurs espérances. Je suis heureux, très heureux que ce numéro 10 des Cahiers rende l'hommage qu'il mérite à l'une de nos plus belles associations, le CCFD. Cinquante ans, et j'allais écrire : toutes ses dents.



www.les-cahiers.fr



*Ceci n'est pas une africaine qui souffre de la faim.
C'est la gérante d'une coopérative agricole.*

**LE SUD MÉRITE MIEUX QUE NOS CLICHÉS.
Faites un don pour les projets nés là-bas.**



ccfd-terresolidaire.org

Les cahiers

ENSEMBLE FACE À LA CRISE ÉCOLOGIQUE

NUMÉRO 10
JUILLET-AOÛT-SEPTEMBRE 2011
Les Cahiers de Saint-Lambert
sont édités par Bayard Service Edition
Synergie Park - Zac du Moulin
59118 Wambrechies.

Directeur de la publication :
Didier Robiliard
(didier.robiliard@les-cahiers.fr)

Rédaction : Fabrice Nicolino
(Rédacteur en chef)
(fabrice.nicolino@les-cahiers.fr)
et Dominique Lang (Directeur)
(dominique.lang@les-cahiers.fr)

Direction artistique : Olivier Duron
(olivier.duron@les-cahiers.fr)

Comité de rédaction :
Martin Arnould, Olivier Duron,
Dominique Lang, Fabrice Nicolino,
Jean-Claude Pierre

Fabrication : Michel Riou

Contrôle de gestion : Muriel Spirito

Communication : Vincent Fauvel
(vincent.fauvel@les-cahiers.fr)

Commercial : Juliette de Villeneuve
(juliette.de-villeneuve@les-cahiers.fr)

Communication : Corinne Miguel
(corinne.miguel@bayard-presse.com)

Service abonnements :
SER, 14 rue d'Assas 75006 Paris
Tél. 01 44 39 48 04

abonnements.lescahiersdesl@ser-sa.com

Impression :
Nature et Impressions (Belfort)

ISSN : 2104 0990

CPPAP : 1211 G 90317

Dépôt légal : à parution

Pour toute correspondance :
Les cahiers de Saint-Lambert,
Rue du charme et du carrosse,
78470 Saint Lambert des Bois.

Retrouvez-nous sur notre blog :
www.les-cahiers.fr

Ce numéro a été tiré
à 2500 exemplaires.

Une lettre aux abonnés est posée
sur l'ensemble du service abonnés.

IMPRIMÉ SUR PAPIER RECYCLÉ
ENCRES VÉGÉTALES



SOMMAIRE

- 06 ENTRETIEN**
Guy Aurenche : Vers une terre solidaire
- 12 REPÈRES**
Les faits marquants du trimestre
- 18 INFOGRAPHIE**
La dette écologique
- 20 DOSSIER**
QUAND LE SUD NOUS MONTRE LE NORD
- 23 DÉCRYPTAGE**
La pauvreté est-elle une richesse ?
- 29 BIODIVERSITÉ**
Sauver des milliers de variétés de riz
- 34 SPIRITUALITÉ**
La terre, ce bien commun essentiel
- 36 CLIMAT**
Laisser dormir le pétrole sous la terre
- 40 FIGURES**
Ce grand souffle venu du Sud
- 42 PORTRAIT**
Wangari Maathai, prix Nobel des arbres et de la forêt
- 48 FACE-À-FACE**
Bertrand Tustes et Antoine Sondag
- 50 RESSOURCES**
Pour aller plus loin
- 52 PORTFOLIO**
Au grand pays de l'espoir
- 58 INITIATIVES**
Le monde en marche
- 64 DOCUMENT**
Penser, agir, vivre autrement
en démocratie



www.les-cahiers.fr

Guy Aurenche, avocat, a été marqué à jamais par l'horreur de la torture. Il raconte pour les Cahiers de Saint-Lambert un parcours exemplaire, solidaire, au service des plus pauvres de la planète.



FRANCK PREVEL/CIRIC

GUY AURENCHÉ

Vers une terre solidaire

Il y a cinquante ans démarrait une aventure telle que les aime notre revue. Celle d'une mobilisation des consciences pour un véritable développement. Mais aussi d'un authentique partenariat avec des acteurs locaux. L'avocat Guy Aurenche, actuel président du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) plaide pour cette «énergie durable» au service d'une terre plus «solidaire».

Les Cahiers : Conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles, agrocarburants, gouvernance alimentaire mondiale, corruption... Le CCFD-Terre solidaire travaille sur de nombreux chantiers proches des questions écologiques...

GUY AURENCHÉ : Ces chantiers répondent d'abord à un impératif. Celui d'un développement dont le souci premier est la promotion de l'humain. Un développement qui n'a pas d'abord pour moteur le rêve d'une croissance matérielle exponentielle, mais celui de la croissance d'une communauté humaine. Cela demande nécessairement, selon nous, de travailler de manière pluridisciplinaire.

Économie et écologie, même combat ?

Disons qu'elles relèvent toutes deux des grands équilibres : équilibres humains, écologiques, économiques, mais aussi culturels et spirituels. Dans ce sens, le questionnement éco- ►

► logique nous rejoint puisqu'il y est question d'une cohérence active entre différents facteurs. Dans notre *Rapport d'orientation* actuel, valable jusqu'en 2012, certains des grands axes que vous avez cités plus hauts, disent cela.

Mais sans nommer explicitement la crise écologique...

Oui, il est étonnant que ledit *Rapport* ne mentionne pas cette crise comme l'un des axes d'action pour le développement. En effet, je constate que beaucoup de nos partenaires du Sud ou de l'Est, ainsi que des membres de notre réseau en France sont déjà très bien mobilisés par les questions écologiques. Ils nous interpellent et nous entraînent.

Ce n'est donc pas par crainte ?

Nous sommes attentifs à ne pas faire de l'écologie un îlot isolé des autres grandes thématiques sociales liées à la promotion humaine. L'écologie ne doit pas être une question technique de plus. Notre prochaine étape sera d'intégrer plus explicitement le défi écologique. Déjà, un responsable du CCFD a été nommé pour préparer le terrain. Reste la question pour nous de la « plus-value » qu'un comité comme le nôtre peut apporter. Nous n'aimons pas faire doublon avec ce que d'autres font mieux que nous.

C'est à partir du scandale de la faim que le rassemblement du CCFD-Terre solidaire s'est initié. Mais pour vous, sur un plan personnel, qu'en a-t-il été ?

Pour l'avocat que je fus pendant 40 ans, c'est la découverte des pratiques de torture à travers le monde qui m'a scandalisé. Comment peut-on imaginer que des hommes apprennent à « tordre » d'autres hommes ? Ce scandale m'a conduit à travailler avec l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT). Mais au cœur même de ces réalités de mort, je découvrais aussi la capacité de chaque humain au relèvement.

Ce que des figures comme Albert Camus, Joseph Wresinski et l'abbé Pierre expriment à leur manière, par leurs appels et leurs vies ?

J'ai une grande admiration pour le grand « coup de gueule » de ces hommes contre les scandales de leur temps. Mais aussi pour le fait qu'ils ont su construire



FRANCK PREVEL/CCFIC

« Beaucoup de nos partenaires du Sud ou de l'Est, ainsi que des membres de notre réseau en France, sont déjà très bien mobilisés par les questions écologiques. Ils nous interpellent et nous entraînent. »

à partir de là des réponses pragmatiques. Au cœur de ces révélateurs de la capacité de relèvement qui existe en chacun, j'ai découvert la nécessité et la force de la foi, de la confiance... Cet autre nom pour dire la spiritualité...

Vous êtes devenu ainsi un défenseur ardent des droits de l'Homme ?

Je me suis rapidement spécialisé comme avocat dans le droit familial et criminel. Avec une attention particulière à ce qui touche aux libertés individuelles et à l'intégrité physique et psychique, des personnes. Ce qu'on appelle les droits civils et politiques. En me mettant plus tard au service du CCFD-Terre solidaire, j'ai élargi mon action autour des droits économiques,

sociaux et culturels. J'ai essayé surtout de garder, même au sein de ma communauté chrétienne, une liberté d'expression suffisante pour pouvoir mettre en cause les paresseuses intellectuelles, théologiques et politiques des uns et des autres... Les miennes aussi, bien sûr.

Est-ce cette liberté contestatrice qui vous plaît dans le CCFD ?

Nous voulons travailler au cœur de la société pour que l'impératif du développement devienne une bonne nouvelle. En prenant clairement position sur ces questions sociétales, nous nous exposons évidemment à des critiques. Mais notre foi en Jésus-Christ nous pousse à dénoncer certains comportements. Par ailleurs, nous sommes un organisme de l'Eglise catholique, créé pour un travail en collégialité avec les mouvements caritatifs issus de l'action catholique et d'ailleurs. Fidèles à l'Eglise, nous devons aussi assumer la liberté d'expression inscrite au cœur même de la foi chrétienne. La soumission n'est pas une attitude chrétienne. Cela nous permet d'aller sereinement aux marges même de la vie de nos communautés. C'est notre manière d'assumer notre identité « catholique ». Et cela nous permet de collaborer avec d'autres.

Comment l'avocat que vous êtes accueille-t-il l'émergence de nouveaux droits environnementaux ?

J'ai une vision assez classique du droit. Ce qui me fait dire que la nature n'a pas de droits. Le droit s'adresse d'abord à des personnes. La technique même du droit exige de désigner des bénéficiaires et des débiteurs. Il est donc difficile de concilier cela avec la nature. Pour autant, nous découvrons dans la « nouvelle génération du droit » non pas de nouveaux titulaires du droit – la terre, la mer en tant que telle –, mais de nouveaux « lieux » où la dignité de l'homme est en jeu et où il va falloir appliquer les droits des personnes. La découverte de la finitude de notre monde – une réalité récente – fait émerger ainsi de nouveaux lieux d'exercice des droits : par exemple celui du partage de la terre ou de la protection de la mer... Il faut aussi réaffirmer le lien indissoluble entre droits et devoirs, un lien qui est présent dans tous les textes de droit humain. Le droit est une médaille à deux faces : la revendication que je vais porter et

le devoir que j'ai à remplir. C'est vrai aussi dans le champ écologique.

En 1987, le rapport Brundtland faisait lui aussi le constat de la finitude de ce monde et interpellait donc les modèles dominants en proposant de penser les conditions de la « durabilité » du développement...

L'idée d'un développement qui dure est bien sûr dans la ligne des actions du CCFD-Terre solidaire. A la protestation contre ce qui ne va pas aujourd'hui, nous ajoutons une vision de responsabilité d'avenir et l'urgence d'une démarche collective en raison de l'interdépendance. La réponse doit être vécue dans ce nouveau paradigme : « Je suis mondialisé et donc mes solutions doivent être mises en œuvre en lien avec les générations à venir et dans l'interdépendance ».

D'autres diraient « penser global, agir local »...

Oui, mais en précisant bien que l'agir local doit lui-même être vécu dans une perspective de transformation globale. Car si je n'ai pas comme visée une transformation des mécanismes au niveau global (sur les causes), mon « local » va, tôt au tard, se dessécher.

On sait aussi que le développement durable peut être un formidable écran de fumée pour ne pas poser la question du sens même de nos modèles de développement.

Il y a aujourd'hui une difficulté réelle à poser cette question du sens. Le risque est grand de se réfugier dans la facilité de l'action : il est plus fatigant de s'interroger sur le sens de notre agir. Rajoutez à cela la pudeur toute française qui refuse d'aborder ces questions de fond, de peur de se fâcher... Et puis, reconnaissons-le : les crises en cours mettent à jour notre incompetence à les saisir. Comment dans l'urgence et la complexité actuelles, oser prendre le temps de penser le sens, et comment le dire ? Si on conteste la marchandisation du monde, ce n'est pas pour contester l'existence des marchands, mais pour arriver à exprimer le sens même de nos rapports marchands. Il est donc important d'exiger des uns et des autres des discours compréhensibles. Je note, avec humour, que le charabia guette aussi parfois les discours des milieux écologistes. Il y a là un défi « convictionnel » et un défi d'organisation du débat sur nos convictions ! ►

► **Mais n'est-il pas décourageant pour des acteurs de la lutte contre la faim dans le monde de voir que 50 ans plus tard, le combat n'est toujours pas gagné, malgré toutes les promesses ?**

C'est décourageant, mais c'est aussi stimulant. Car, à bien y penser, quelle aventure humaine a jamais totalement réussi ? Pour autant, le scandale de la faim est d'autant plus grand que nous avons aujourd'hui les moyens de nourrir les six milliards et demi d'habitants de cette planète. Il s'agit donc là aussi de remettre du sens dans des politiques de régulations nécessaires. Cela nous stimule d'autant plus dans notre envie de travailler avec des partenaires locaux. Le partenariat nous semble être une des solutions essentielles pour réduire ces crises.

Cette dimension partenariale n'est-elle pas une des critiques les plus simples d'un capitalisme débridé, anonyme et destructeur, tel qu'on peut le voir aujourd'hui ?

Il s'agit d'abord de rappeler une évidence oubliée : l'activité économique est faite pour l'humain. Ce souci, les chrétiens le portent notamment par leur foi dans l'Incarnation. Mais bien d'autres aussi à d'autres titres. Ensemble nous protestons contre le Veau d'or, du profit maximal au détriment du respect des personnes.

Dans sa dernière encyclique, le pape actuel valide l'idée que la crise écologique constitue un frein au développement de l'humanité. Le champ écologique est donc entré de plain pied dans la doctrine sociale de l'Eglise !

A titre personnel – et mes amis du groupe Paroles auquel je participe (un groupe de laïcs catholiques qui expriment ensemble des points de vue au nom de leur foi) l'ont fait il y a près de dix ans – je pense qu'il serait urgent que Benoît XVI produise une encyclique spécifique sur la question écologique. Y compris pour montrer que c'est un sujet que l'on ne peut séparer des autres.

Il précise que si la nature est un bien un don de Dieu, on ne peut la réduire ni à un sanctuaire intouchable ni à une carrière de matériaux. Ni panthéisme utopiste ni anthropocentrisme radical...

Vis-à-vis de l'adoration de la « déesse nature », je suis totalement réservé. Cependant il faut s'étonner, se scandaliser devant le fait que nous avons accepté à ce



FRANCK PREVEL/CRIC

« Pour autant, le scandale de la faim est d'autant plus grand que nous avons aujourd'hui les moyens de nourrir la planète. Il s'agit donc là aussi de remettre du sens dans des politiques de régulations. »

point de nous couper de la nature. Dans l'anthropologie elle-même, cette dépendance radicale de l'homme par rapport à la nature est évidente. On a sans doute trop insisté sur le caractère individuel de la personne en oubliant la dimension relationnelle – oublié que le personnalisme chrétien contestait déjà. Car dans cette dimension relationnelle, il y a aussi celle de la relation à la nature. C'est là que, si la découverte de la finitude de la nature peut être une inquiétude pour mes petites-filles, elle peut aussi être considérée comme un cadeau du ciel.

Un cadeau du ciel ?

Si vous êtes en relation avec une réalité dont vous pensez qu'elle est de toute façon infinie, pourquoi se poser ce problème du respect ? Cette prise de

conscience de la finitude est donc aussi une provocation parce qu'elle nous replace en responsabilité dans notre relation à la nature.

Vos partenaires ont été très actifs ces dernières années sur le terrain à Haïti. Une terre désolée où la violence de la nature a mis en lumière la violence de la pauvreté provoquée par les hommes...

Ce que Haïti nous rappelle cruellement, c'est qu'une société humaine se construit d'abord avec les hommes et les femmes qui la constituent. Depuis des décennies, les responsables haïtiens et étrangers ont pensé qu'on pouvait construire Haïti sans les Haïtiens. Un an et demi après la catastrophe, on voit malheureusement le résultat. Cela nous confirme dans l'urgence d'un travail solidaire.

A l'inverse, le drame récent de Fukushima montre qu'une société opulente comme le Japon n'est pas à l'abri de la catastrophe.

Il me semble qu'au niveau du sens, cet événement est encore plus grave. On a clairement perdu le sens de ce à quoi peut et doit servir une énergie. Pourquoi ce culte de la technologie, alimenté par le besoin du toujours plus ? Pourquoi cette quête de « l'énergie totale » (dénoncée par le P. Dominique Dubarle) ? De même que les financiers ont adoré le Veau d'or du profit maximal, de même avec les techniciens nous avons sacrifié à la déesse de la « technique totalitaire ».

Et si la notion de « bien commun » constituait la passerelle pour que des réseaux écologistes et ceux de la solidarité apprennent désormais à collaborer franchement ensemble ?

Je ne peux qu'être sensible à cette invitation. Mais je constate aussi que nos sociétés sont très peu préparées à discuter sur les choix fondamentaux en terme de vie humaine, de vie de la personne ou des groupes humains. On a l'impression que l'on ne va pas pouvoir remettre en cause les choix déjà faits et que l'on qualifie souvent de « lois ». Ce n'est pas par manque de volonté, parce que les constats sont aujourd'hui bien partagés. Mais on ne peut inventer ensemble que si on trouve du sens. Il faut donc se redire nos convictions et trouver les espaces où ces convictions se recourent.

C'est donc aussi un déficit démocratique en somme...

Totalement mais pas simplement en terme de « mécanique démocratique ». Prenons l'exemple du droit à la terre cultivable, un droit qui avait été bien travaillé par nos ancêtres et dans toutes les cultures qui organisent avec précision le partage des terres. Puis nous avons connu la mise en place par les États de réformes agraires. Et aujourd'hui on a dépassé ce stade, comme le montre l'achat à grande échelle des terres arables dans les pays du Sud. Pour réguler cela, il nous faut d'urgence savoir échanger nos convictions, sur un plan mondialisé.

Cela passe par l'organisation du partage des convictions. J'appelle pour ma part à une urgente « alliance des sources ». Les entités spirituelles ont un rôle premier à jouer pour organiser et inviter à cette alliance des sources et des convictions. À condition de bien reconnaître ceci : « Nous croyons que la Vérité existe. Mais nous croyons aussi que chacun d'entre nous ne détient qu'un reflet partiel de cette Vérité ». Attention, cela ne pousse pas au relativisme, mais bien au contraire à l'humilité. Je n'ai pas de mal à me bagarrer pour mes convictions religieuses personnelles, mais au cœur de cette lutte pacifique, je vais admettre qu'il y a forcément une place pour d'autres types d'éclats de cette Vérité.

« Laisser de la place » ... Peut être un bon résumé pour expliquer ce qu'est une écologie à taille humaine ?

Tout en précisant tout de suite qu'il ne s'agit pas pour moi de forger une écologie chrétienne qui ramènerait tout à la grille de lecture écologique. On a vu par exemple comment l'idée d'une démocratie-chrétienne en politique a appauvri l'action politique des chrétiens. Ce genre de réductionnisme entretient trop des méfiances inutiles. Disons donc les choses plus simplement : il faut laisser de la place. La nature me le redit : si tu ne laisses pas de la place, la plante crève. Et la source même s'arrête de couler... ●

PROPOS RECUEILLIS PAR DOMINIQUE LANG

LES LEÇONS DE FUKUSHIMA SERONT-ELLES TIRÉES ?

L'exception française

Notre pays est le plus nucléarisé de la planète, et ses 58 réacteurs produisent environ 80% de notre électricité. Et pourtant, le nucléaire demeure, à l'échelle mondiale, une source d'énergie marginale : autour de 3% de l'énergie finale consommée dans le monde (1). Dans un pays comme les Etats-Unis, aucun réacteur commandé après 1979 n'a été achevé. Compte tenu des délais entre toute décision et toute mise en service d'un réacteur, cette situation ne changera pas au cours des dix prochaines années. Le nucléaire reste une exception française.

(1) Les Cahiers de Global Chance n° 29, avril 2010

La question de l'énergie nucléaire est en France presque taboue. En Allemagne en revanche, et dans quantité d'autres pays de l'Union européenne, le sujet est débattu sans complexe. La chancelière Angela Merkel – et son parti l'Union chrétienne-démocrate – est manifestement décidée à faire sortir l'Allemagne du nucléaire en seulement dix ans ! Le président Nicolas Sarkozy, en revanche, refuse obstinément toute idée de moratoire sur la construction du nouveau réacteur EPR – l'un est en construction à Flamanville, en Normandie – et considère publiquement les anti-nucléaires comme des adeptes de la régression. Le chef de l'État, en

Fukushima vient rappeler qu'aucune nation n'est à l'abri d'un cataclysme n'entrant pas dans le calcul des probabilités d'accident. Malgré sa technologie de pointe, tant vantée dans les journaux depuis des décennies, ce pays est bel et bien la victime d'un second Tchernobyl.

visite à Éggletons (Corrèze) fin avril 2011, a eu des mots très durs pour ceux qui s'inquiètent de l'existence en France du plus grand parc de centrales nucléaires dans le monde, rapporté à la population, soit 58, dont certaines sont vieilles. « *Nous n'allons pas revenir à la bougie, a-t-il insisté. Sortir du nucléaire reviendrait à "se couper un bras" ».*

Toute la question est désormais de savoir si les choix faits il y a bientôt quarante ans sont réellement raisonnables. La catastrophe de Tchernobyl, en 1986, avait conduit à mettre en cause la vétusté des installations soviétiques et l'impéritie des autorités politiques de ce pays. Fukushima vient rappeler qu'aucune nation n'est à l'abri d'un cataclysme n'entrant pas dans le calcul des probabilités d'accident. Malgré sa technologie de pointe, tant vantée dans les journaux, ce pays est bel et bien la victime d'un second Tchernobyl. La France est-elle à l'abri ?

La réponse de M. André-Claude Lacoste, patron de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) en France, est sans ambiguïté. Interrogé par le journal *Le Monde* le 31 mars dernier, sur la possibilité d'un drame qui frapperait notre pays, il répond : « *Je l'ai toujours dit : personne ne peut garantir qu'il n'y aura jamais un accident grave en France. Il convient de faire deux choses : essayer de réduire la probabilité que cela arrive, ainsi que les conséquences, si cela arrive ».*



AFP/PHOTO / YOSHIKAZU TSUNO

On disait la société japonaise indifférente au nucléaire. C'était peut-être vrai avant Fukushima, mais les choses changent. Le 10 avril 2011, plus de 15 000 personnes se sont rassemblées à Tokyo pour protester contre une industrie de l'atome jugée trop dangereuse. Ce mouvement est relayé par une fronde elle aussi sans précédent des élus locaux.

Une catastrophe qui n'en est qu'à ses débuts

Tout a été dit sur le drame complet de la centrale de Fukushima, au Japon. Mais rien, tant cet événement demeure pratiquement inconcevable par un esprit humain. Rappelons quelques faits relativement simples.

Le 11 mars 2011, un tremblement de terre de magnitude 9 entraîne un tsunami – une vague géante – qui pénètre en profondeur la côte Pacifique de la région japonaise de T hoku. La centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi, qui est parmi les 25 les plus grandes dans le monde, est frappée de plein fouet. Les réacteurs sont stoppés automatiquement par la violence du séisme, mais le tsunami plonge dans une panne définitive les groupes électrogènes qui auraient dû prendre le relais et assurer le refroidissement des réacteurs.

C'est l'emballement. Malgré les efforts héroïques de quelques sauveteurs, le cœur de trois réacteurs fond, au moins partiellement. Leur état réel, au moment où nous bouclons ce numéro des *Cahiers*, demeure très incertain. En tout cas, de très impor-

tants rejets radioactifs, notamment de césium 137 et d'iode 131 amènent les autorités à classer l'accident au niveau 7, le plus élevé de la nomenclature officielle. Du plutonium, radionucléide volatile, a par ailleurs été découvert en plusieurs lieux autour de la centrale, ce qui est très inquiétant. À becquerel – une unité de mesure – égal, le plutonium est en effet 100 000 plus toxique que l'iode ou le césium.

Les questions posées sont d'ores et déjà terribles. Combien de personnes ont-elles été contaminées ? Quelle partie du territoire japonais – qui n'est pas immense – devra être abandonné, et pour combien de temps ? Pour l'heure, la seule certitude est que rien n'est terminé. Comme l'a déclaré fin mai sur *Radio J* Mme Kosciusko-Morizet, ministre de l'Écologie, « *la catastrophe de Fukushima est un accident très grave et qui va durer. Elle n'est pas sous contrôle et ne le sera que quand on aura rétabli de manière durable, pérenne, le circuit de refroidissement des réacteurs qui ont été accidentés, ce qui aujourd'hui n'est pas le cas ».*

POISSONS DU GOLFE MALADES

► Les poissons du Golfe du Mexique sont-ils malades? Un an après l'immense marée noire provoquée par la plateforme pétrolière BP, la situation reste apparemment très grave pour les écosystèmes. Ainsi, tous les poissons autopsiés par un professeur de l'université de Louisiane, Heather Reed, contenaient-ils des traces d'hydrocarbures. Par ailleurs, de nombreuses blessures et pigmentations anormales ont été constatées.

DU GAZ DANS L'EAU

► Des chercheurs américains viennent de publier un article sur la pollution des nappes phréatiques par l'exploitation des gaz de schiste dans la revue *Proceedings of the National Academy of Sciences* (PNAS), ce qui constitue une première. Quand les points de prélèvement se trouvent à moins d'un kilomètre d'un forage, la concentration en méthane dans l'eau prélevée est, en moyenne, 17 fois supérieure à sa teneur dans les puits plus éloignés des forages.

DES PASTÈQUES EXPLOSIVES

► La télévision chinoise a rendu compte fin mai 2011 d'un phénomène inouï: une vingtaine de fermiers de la province côtière de Jiangsu, au nord de Shanghai, voient leurs champs de pastèques littéralement exploser sous leurs yeux! La cause de cette incroyable affaire tiendrait à l'usage d'un produit chimique destiné à doper la croissance des pastèques, le forchlorfenuron.

Ce qu'il y a dans l'eau du robinet

La question de la qualité de l'eau est grave. D'abord, évidemment, parce que près d'un milliard d'humains n'a pas accès à l'eau potable. En juillet 2010, l'Assemblée générale de l'ONU a pourtant reconnu pour la première fois, après plus de quinze ans de discussions, que « le droit à une eau potable propre et de qualité et à des installations sanitaires est un droit de l'homme, indispensable à la pleine jouissance du droit à la vie ».



© CORCOM - FOTOLIA.COM

Même si la priorité absolue est bien là, peut-on se désintéresser de la qualité de l'eau distribuée en France au robinet? Le WWF vient de mettre les pieds dans le plat en rendant public un rapport inquiétant. À la demande de son Conseil scientifique, l'association a fait analyser l'eau distribuée dans une cinquantaine de villes françaises, et en parallèle l'eau d'une quinzaine de marques d'eaux

Une nouvelle polémique touche cette fois à l'eau du robinet, cette eau potable longtemps considérée comme la marque du progrès pour tous. Quels résidus chimiques contient l'eau de boisson des Français?

embouteillées, parmi les plus connues du marché. Précisons que le laboratoire choisi pour ce travail est agréé par le ministère de la Santé.

Le résultat ne manque pas d'interpeller. L'eau de 14 villes contient au moins 6 micropolluants (hydrocarbures aromatiques polycycliques, atrazine, aluminium, dibromochlorométhane, entre autres), certes à des concentrations ne dépassant pas les normes en vigueur. Mais les normes sont-elles à ce point indiscutables? On sait qu'elles ne prennent pas en compte les effets dits de synergie – ou de cocktails – qui font réagir entre elles les molécules toxiques. Par ailleurs, un mouvement de fond de la communauté scientifique tend à réévaluer les impacts des très faibles doses d'exposition lorsqu'elles sont cumulées.

Dans les eaux embouteillées, 4 micropolluants ont eux aussi été détectés. Encore n'a-t-on recherché, dans les deux cas, que 179 molécules, alors qu'il en existe des milliers.

Rapport accessible sur le web: wwf.fr, puis rapport 2011 eau de boisson

Problèmes sur le barrage des Trois Gorges

Pour la première fois, la Chine reconnaît l'existence de graves problèmes liés à l'utilisation du plus grand barrage de la planète, celui des Trois Gorges, inauguré en 2007. Hors normes, cet ouvrage installé sur le Yangtsé a coûté peut-être 40 milliards de dollars et obligé à déplacer 1,3 million de personnes, détruisant à la fois quantité de villages et de sites artistiques du plus ancien passé chinois.



LE GRAND PORTAGE / CREATIVECOMMONS.ORG

En amont, de nombreuses berges se sont effondrées et la dimension du lac de retenue fait redouter des séismes qui pourraient affecter la sécurité de l'ensemble. C'est dans ces conditions que le gouvernement chinois a annoncé un plan qui, d'ici 2020, est censé réparer les « détériorations environnementales » et améliorer enfin le sort des réfugiés.

Biodiversité : moins catastrophique ?

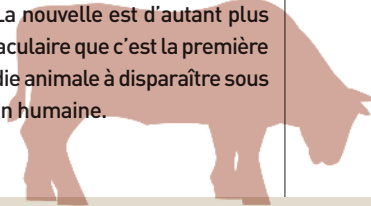
Révolution ou polémique? La revue scientifique *Nature* a publié le 18 mai 2011 une étude suggérant que le rythme de disparition des espèces sur terre – ce qu'on appelle l'érosion de la biodiversité – pourrait être au moins deux fois plus lent qu'estimé jusqu'ici. L'explication de ce phénomène tiendrait à une pure et simple erreur de calcul commise aussi bien par l'ONU que par le prestigieux Giec, spécialisé dans l'étude de la crise climatique. Très affirmatifs, les auteurs de l'étude, Stephen Hubbell et Fangliang He, se disent choqués qu'une telle erreur n'ait pas été découverte auparavant, et mettent en cause sans détour l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), auteur collectif d'une Liste rouge des espèces en danger. Cette dernière préparerait une réponse.

« Bien sûr nous ne sommes pas naïfs, nous savons que nous n'avons aucun pouvoir au statut légal. Mais ce que nous avons pour nous c'est la rationalité, le bon sens et la sagesse ».

Mario Molina, prix Nobel, mai 2011, au cours d'un procès symbolique des Nobel contre le comportement de l'humanité à l'égard de la nature.

LA FIN DE LA PESTE BOVINE

► La peste bovine n'est plus! Au cours des derniers millénaires, cette maladie du bétail aura frappé un nombre incommensurable d'animaux et provoqué au passage des famines en Afrique comme en Asie ou en Europe. Or, l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) vient d'annoncer son éradication. La nouvelle est d'autant plus spectaculaire que c'est la première maladie animale à disparaître sous l'action humaine.



Du nouveau sur le climat

Nouveauté dans la bagarre entre tenants du changement climatique et « climato-sceptiques »: un site internet grand public. Ce dernier est réalisé par l'établissement public Universcience, qui regroupe la Cité des sciences de La Villette et le Palais de la Découverte, sous la direction de l'ancienne spationaute et ministre Claudie Haigneré. L'idée des concepteurs, parmi lesquels le respecté journaliste scientifique Yves Sciama, est de rassembler et d'actualiser les principales données concernant la crise climatique. Celles-ci seront validées par les grandes revues scientifiques de la planète ou les experts du Giec. Le site: www.universcience.fr/climobs

« Près de 80% de l'approvisionnement mondial en énergie pourrait être assuré par des sources d'énergies renouvelables d'ici au milieu de ce siècle si l'effort est soutenu par des politiques publiques adéquates »

Citation du Rapport spécial du Giec sur les sources d'énergie renouvelable, 9 mai 2011.

DES NOUVELLES ENERGIES PRODUITES À DOMICILE

► En Allemagne, la production domestique d'énergie entre dans une phase active. Parmi les nombreux projets, on peut évoquer l'apparition de mini-centrales à gaz, produisant électricité et chaleur, en couplage avec une installation photovoltaïque. D'autres proposent d'imposantes batteries de stockage d'électricité solaire, d'une durée de vie de 20 ans.

Des forêts d'églises en Éthiopie



© CLIMBER - FOTOLIA.COM

Les belles églises éthiopiennes de la région du lac Tana sont entourées de beaux écrins de verdure, au milieu de paysages arides dédiés à l'agriculture. D'innombrables forêts accompagnent l'espace sacré de ces églises souvent ancestrales. Ces souvenirs bibliques du jardin d'Eden sont bien souvent des forêts primordiales,

désormais derniers refuges de la biodiversité de cette région. Refuges menacés aussi par des usages inconsidérés du bois et des ressources alimentaires de ces arbres précieux par les communautés du cru. Les dix ans à venir seront cruciales pour la préservation de ces lopins de verdure représentant déjà moins de 5 % du territoire éthiopien.

La malédiction des matières premières

Un choc inouï ! Pour Philippe Chalmin, coordinateur du rapport Cyclope, l'augmentation actuelle du prix des matières premières constitue le choc le plus important que l'on ait connu depuis 40 ans. Un choc qui est sans doute aussi un des facteurs déclenchant des révolutions actuelles du monde arabe. Car, comment des économies souvent fragiles peuvent-elles résister à des augmentations de 65 % du prix du coton ou de 62 % celui du minerai de fer ? Sans compter les 89 % d'augmentation du prix du caoutchouc. Un phénomène similaire touche les ressources alimentaires : 15 % d'augmentation pour le maïs et 26 % pour le blé en Europe, et 27 % pour le café en Amérique du Sud. Les fonds placés dans ces matières ont atteint plus de 300 milliards de dollars en 2010.

Nouveaux mondes pour les Amériques

L'émergence d'une autre agriculture atteint aussi les États-Unis. La Californie en tête, les produits issus de l'agriculture « organique » (minimisant les intrants et favorisant les pratiques écologiques) ont progressé de 20% en croissance sur les 15 dernières années. Mais ça bouge aussi dans le Midwest où le nombre de vaches laitières de cette filière a progressé d'un facteur 9 sur la même période (1). Plus au sud, c'est la capitale du Pérou qui veut devenir une ville « libre d'Ogm », en s'opposant à un décret gouvernemental récent et très ambigu sur la « biosécurité ». [1] www.bulletins-electroniques.com/actualites/64633.htm



De l'azote en veux tu en voilà

Une première. L'évaluation européenne (ENA) rendue publique au cours d'une conférence internationale à Edimbourg (Ecosse) a abordé pour la première fois le coût réel de notre usage immodéré de l'azote dans notre agriculture. 200 chercheurs ont posé un diagnostic sans concession sur notre dépendance active aux produits nitrés telle qu'elle s'est mise en place au siècle dernier. Le document remet les choses en



MAURICE DURON

Sans jeu de mots, les marées vertes sont un serpent de mer de la politique française. Dénoncées depuis plus de vingt ans, elles mettent en cause l'élevage industriel, surtout en Bretagne. Ceci explique peut-être cela.

perspective : le coût des excès d'azote représentent plus du double des bénéfices de l'agriculture européenne !

Certes les rendements agricoles ont explosé au cours des décennies passées grâce à ce fertilisant. Mais il faut noter que 80% de l'azote utilisé sert au bout du compte à produire de l'alimentation pour l'élevage. Plus grave, sa présence désormais massive dans l'environnement entraîne des effets négatifs que l'étude évalue entre 70 et 320 milliards d'euros, à la seule échelle européenne. À côté des excès d'algues vertes, on peut évoquer un effet peu connu des dépôts d'azote sur les forêts européennes, qui ont entraîné une perte de biodiversité de plus de 10% sur les deux tiers du continent.

Depuis plusieurs années, quelques pays européens ont commencé à estimer les coûts de leurs circuits globaux de consommation en azote, notamment via des bilans. Lesquels impliquent le suivi du total des entrées d'azote dans une exploitation et du total des sorties sous forme de produits (grain, lait, viande, œufs...). On présume alors que la différence est restée sur les terres. Cette méthode relativement simple est bien plus complexe sur le plan national. Mais depuis dix ans, la Hollande montre que cela est possible. Reste aussi à reconsidérer nos pratiques individuelles. Arriverons-nous à réduire notre consommation de viande, directement liée à notre surconsommation d'azote ?

TREIZE POINTS CHAUDS DANS LE GRAND NORD

► Le détroit de Béring, les mers de Beaufort, des Tchouktches et de Barents et la Grande Polynie Sibérienne... Voilà quelques-uns des 13 recoins de l'Arctique qui constituent des points chauds de biodiversité animale à préserver d'urgence dans cette région, selon une étude menée par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et le Conseil de défense des ressources naturelles.

LA SARDINE DE MARSEILLE SERAIT-ELLE BIO ?

► Suite aux incitations du Grenelle 1 et 2, la ville de Marseille a décidé de porter à 30% la part du bio dans les repas des 45 000 élèves mangeant quotidiennement dans les cantines scolaires de la ville. Un bel effort, dépassant les 20% recommandés pour 2012. Cela commencera par le pain, 100% bio, qui sera aussi fourni par une structure d'insertion locale. Fini donc les galéjades !

LE TEMPS DU DÉCOUPLAGE

► Comment soutenir la croissance économique sans faire exploser la consommation de ressources naturelles ? Ce « découplage » est une obsession du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). En France, en vingt ans malgré la hausse du PIB, la consommation annuelle de matières premières est demeurée stable, aux environs de 14 tonnes par habitant.



Olivier Duron, engagé sur les questions écologiques, est infographiste et directeur artistique de la revue. Il collabore à Bayard de longue date.

La dette écologique

Regardons un instant le monde autrement. Cette carte met en relation deux indicateurs : le premier est l'empreinte écologique, le second, la biocapacité.

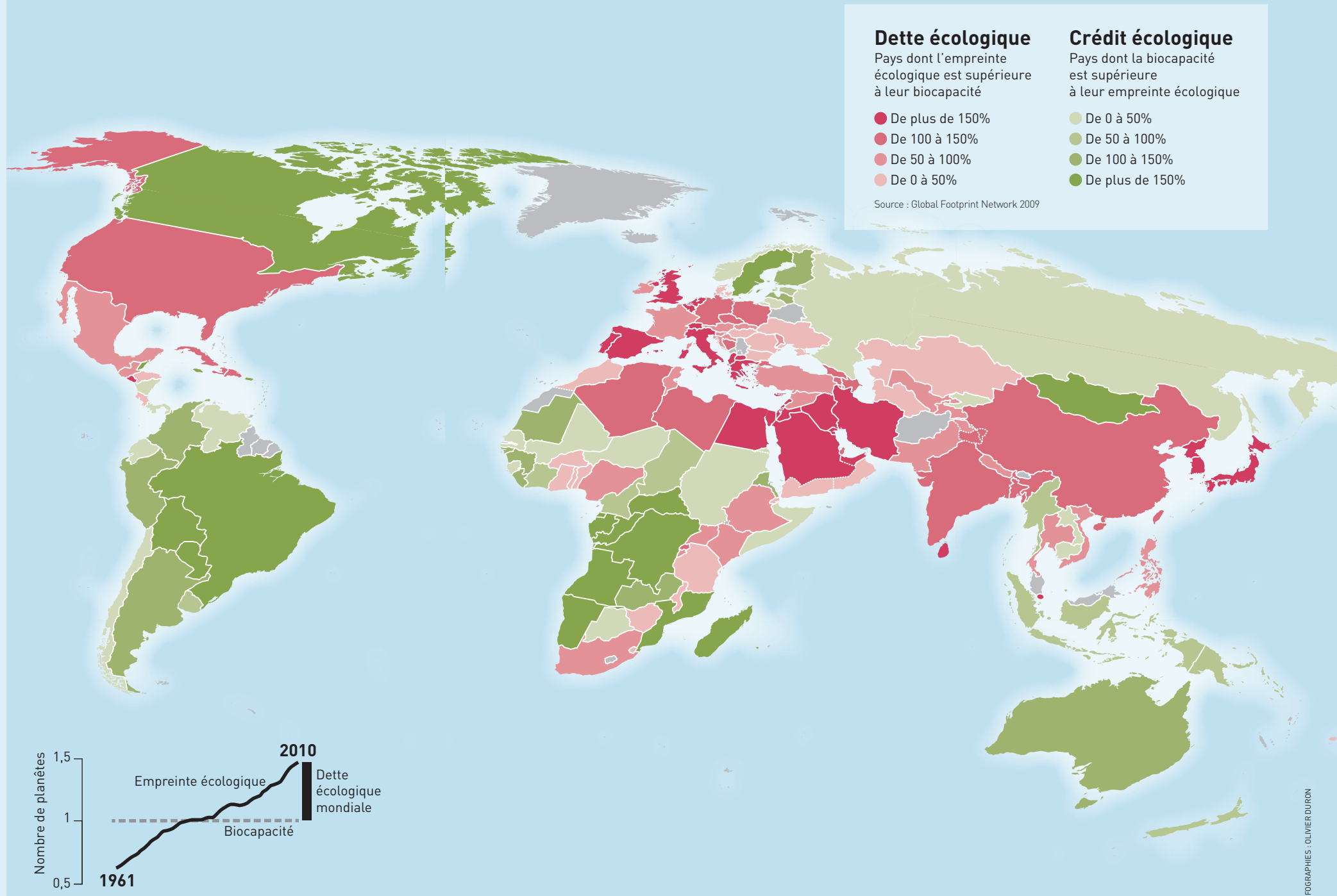
L'empreinte écologique permet de mesurer l'impact des activités humaines sur les écosystèmes de la planète, en évaluant la surface nécessaire à un pays, une activité ou encore une personne, pour répondre à ses besoins. La biocapacité quant à elle représente, pour un lieu donné, la capacité des écosystèmes à produire de la matière biologique utile et à absorber les déchets générés par les sociétés humaines.

Résultat ? La comparaison entre ces deux indicateurs montre de façon spectaculaire une situation inédite dans l'histoire humaine : la consommation des ressources dépasse largement les capacités de la planète à les régénérer. D'où la notion de dette écologique.

Un exemple. La biocapacité de la France se situe aux alentours de trois hectares par personnes. Avec une empreinte écologique de cinq hectares, nous empruntons en quelque sorte deux hectares de ressources. A l'inverse, un Canadien, dont l'empreinte est l'une des plus fortes au monde, reste créditeur avec une biocapacité exceptionnelle de quinze hectares.

Ceci nous amène à poser la question de la dette écologique à l'échelle globale. Sous cet angle, la responsabilité des pays industrialisés est criante. Actuellement, la biocapacité mondiale est de l'ordre de deux hectares par habitant. De ce fait, on peut dire que si tous les humains avaient un mode de vie comparable aux pays riches, il faudrait cette fois plusieurs planètes supplémentaires pour subvenir aux besoins de l'humanité...

La dette écologique est donc bien celle des pays industrialisés à l'égard des pays du Sud dont l'empreinte reste faible. Et il est certain que cette dette va s'alourdir avec la montée en puissance des pays émergents, surtout quand on sait que plus de la moitié de l'empreinte mondiale concerne les gaz à effet de serre, dont les premières victimes seront... au Sud. ● **OLIVIER DURON**



DOSSIER

Quand le Sud nous montre le nord



Le monde change. Y a-t-il phrase plus banale que celle-ci ? Elle recouvre en tout cas d'innombrables réalités. Les Cahiers en ont choisi une : nous avons à apprendre des expériences et pensées venues du Sud de notre planète. Des milliards d'humains de là-bas vivent, travaillent, souffrent, mais aussi inventent une partie de notre avenir commun.

Comment expliquer le « retard » de continents entiers ? Le « développement » a une histoire, comme toutes nos idées, et Fabrice Nicolino nous rappelle combien elle est éclairante (PAGE 23). D'ores et déjà, des visionnaires et pionniers ont décidé d'explorer des voies nouvelles, et prometteuses. Lisez plutôt l'extraordinaire aventure écologique et morale de l'Indienne Vandana Shiva (PAGE 29). Saviez-vous que l'Inde abritait encore, voici un siècle, au moins 100 000 variétés de riz ? Shiva et ses amis en conservent 5 000 dans une ferme des contreforts de l'Himalaya.

Etonnez-vous, comme nous l'avons été, de la renversante proposition du gouvernement de l'Équateur, à bien des égards révolutionnaire (PAGE 36). Faut-il toujours exploiter le pétrole, au risque de détruire cultures et biodiversité ? Ou vaut-il mieux le laisser dormir sous terre ?

Dominique Lang poursuit sa quête inspirée, et relie des fils qui nous permettent de regarder ensemble la réalité d'aujourd'hui et le passé religieux le plus ancien (PAGE 34). Grâce à Ambroise de Milan et à l'histoire de Naboth.

Catholique pratiquante, la Kenyane Wangari Maathai est visiblement aidée par sa foi, qui l'aide à déplacer les montagnes et... replanter des arbres. Portrait d'une Prix Nobel de la paix (PAGE 42).

Décidément, il est temps de changer de boussole.

La pauvreté est-elle une richesse ?

Lorsque l'on est au fond d'une impasse, la seule solution consiste d'abord par en sortir. La course folle aux biens matériels continue à menacer les équilibres écologiques, et le retard du Sud sur le Nord ne sera jamais rattrapé. Toute solution passe par une inversion des valeurs.

Ce serait absurde – et pis – d'oublier ici l'abominable misère qui frappe nombre de ces pays que l'on appelle du Sud, pour les distinguer de notre Nord si prospère encore. Les chiffres ne sont qu'abstraites statistiques, mais tout de même : 1 milliard et 200 millions de nos frères humains souffrent d'une faim chronique. Et deux milliards six cents millions vivent avec moins de deux dollars par jour.

Sur le papier des institutions internationales, l'affaire est entendue : il s'agit encore, et toujours, de « rattraper » le retard que les pays « sous-développés » continuent d'avoir sur les pays « développés ». Nous. Mais ce schéma n'est-il pas de plus en plus illusoire ?

Le produit intérieur brut – le fameux PIB – par habitant a été reconstitué sur 2 000 ans par le chercheur de l'OCDE Angus Maddison (décédé). Le résultat est stupéfiant. En l'an 1000, le PIB par habitant de notre vieille Europe atteignait 427 dollars (valeurs 1990) par an, quand celui de l'Afrique se situait au même niveau, à 425 dollars. En 1500, il était respectivement de 772 et 414. Mais en 1913 déjà, la révolution industrielle étant passée par là, de 3457 pour l'Europe, mais seulement



D. R.

Fabrice Nicolino est journaliste et conseiller éditorial du groupe Bayard Presse. Il suit de près, depuis une vingtaine d'années, l'évolution de la crise écologique. Auteur de plusieurs livres, dont *Pesticides, révélations sur un scandale français* (avec François Veillerette, chez Fayard), et *Bidoche* (LLL). Il écrit également des ouvrages pour les enfants.

de 637 en Afrique. En 2003, dernière date analysée, le PIB de chaque Européen approchait 20 000 dollars par an – 19912 – contre 1549 pour chaque Africain.

De même, dans son désormais classique *Le développement* (Sciences Po-Les Presses), Gilbert Rist note que l'écart entre régions pauvres et riches de la planète, d'abord de 1 à 2 en 1700, est passé successivement de 1 à 5 vers 1900, de 1 à 15 en 1960, et de 1 à 45 en 1980. Le Programme des nations unies pour le développement (Pnud) ajoute de son côté, dans un rapport de 1999 sur le « développement humain », que ►



JEAN MICHEL MAZEROLLE/CICIC

UNE IMAGE
UNE INFO

Une cuisine fondamentale. Mais qui connaît donc Totonicapán, un bourg montagneux du Guatemala ? Cette mère et sa fille, en tout cas. Dans cette région où vivent les descendants des illustres Mayas, on parle le *quiché*, langue indienne qui se perd dans la nuit des temps. Sur cette photo qu'on pourrait dire immémoriale si l'on n'y voyait à l'arrière-plan un tuyau d'évacuation de la chaleur, on a presque l'impression d'assister à une cérémonie. Les galettes que l'on voit sur cette table-fourneau, ce sont des tortillas. Des tortillas de maïs, l'équivalent de notre pain quotidien. Cette fabuleuse plante tropicale est l'un des cadeaux que ces Indiens d'Amérique centrale ont offert, contraints et forcés, à nos civilisations occidentales. On espère que Christophe Colomb a apprécié.

► L'écart entre les 20 % les plus pauvres et les 20 % les plus riches était de 1 à 30 en 1960 et de 1 à 74 en 1997. Autrement exprimé, au-delà des chiffres eux-mêmes, plus on avance sur la route, plus l'horizon se dérobe.

Une vision datée de la richesse

Pour bien comprendre à quoi nous avons à faire, rien de tel qu'un détour par l'histoire récente. Harry Truman, président américain de 1945 à 1953, prononce le 20 janvier 1949 un retentissant « discours sur l'état de l'Union ». Trois sujets sont retenus dans un premier temps : l'aide à la toute jeune Organisation des nations unies (Onu) ; le maintien du plan Marshall, qui donne des résultats convaincants ; la création de l'Otan. Mais un quatrième sera ajouté au dernier moment : l'aide technique et matérielle aux pays pauvres. Voici le début : « *Quatrièmement, il nous faut lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées* ».

C'est un tournant. Depuis cette date, il y a sur terre des pays développés et des nations « sous-développées ». Sans être seulement défini, le « développement » devient le synonyme de richesse matérielle. Les États-Unis sont riches, le Guatemala, le Cameroun, l'Indonésie sont pauvres. Oui, mais qu'est-ce que la richesse ? Des voitures, des voyages, des ordinateurs, une télévision dans chaque pièce, un téléphone portable dans chaque oreille et dans chaque main ? Ou plutôt de bonnes relations de voisinage, une famille unie, une santé solide, un environnement sain, des lectures fructueuses, des amis nombreux ?

Nous avons une vision datée de la richesse des nations. Jusqu'aux années Trente du siècle passé, il n'y avait tout simplement pas de calcul synthétique de la richesse produite par les hommes. C'est à la demande du Congrès américain, en 1932, que l'économiste Simon Kuznet – prix Nobel 1971 – invente la Comptabilité nationale et le fameux Produit intérieur brut (PIB). La France suivra le mouvement après 1945.

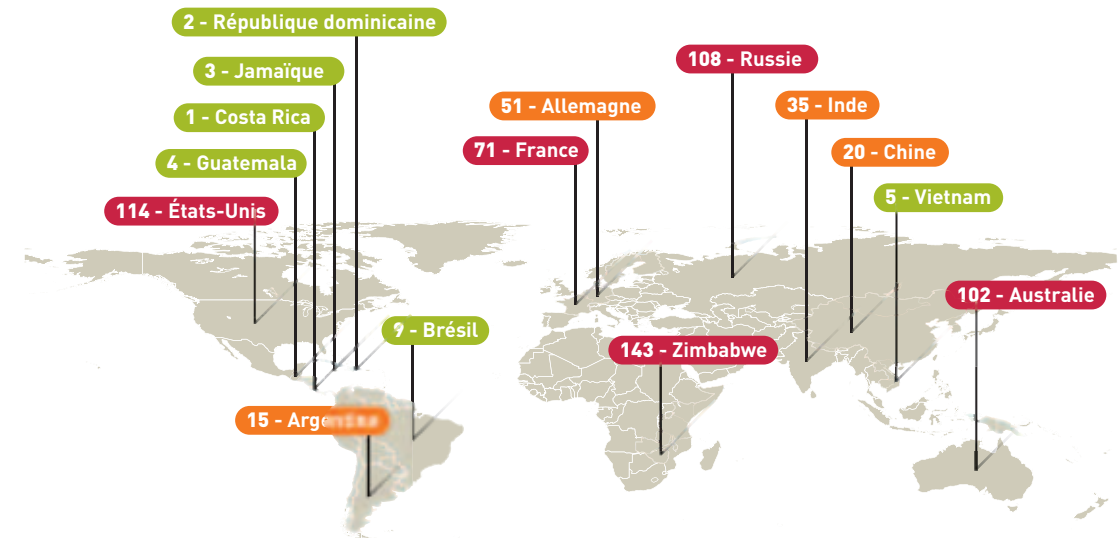
Il représente la valeur totale de la production des biens et services dans un pays pendant une année. On mélangé ainsi les chaussures de marche du randonneur

et les engins 4X4 qui vont pétarader sur les bucoliques chemins de ce dernier. Les installations solaires comme les réacteurs nucléaires. Les produits bio de même que les pâtisseries industrielles qui changent nos enfants en obèses. Dans son livre *Au-delà du PIB. Pour une autre mesure de la richesse* (Flammarion, 2008), Dominique Méda pointe trois grandes limites du PIB. Et l'une d'entre elles est décisive : cet indicateur ne sait pas lire les effets de la crise écologique. Aveugle, il place dans le même sac ce qui peut être remplacé – les ressources renouvelables – et le capital perdu à jamais des ressources non-renouvelables. Bâtir et détruire sont également pris en compte dans les calculs officiels. Dans l'exemple de la marée noire de l'Érika, la terrible

Dans son livre, la sociologue Dominique Méda pointe trois grandes limites du PIB. Et l'une d'entre elles est décisive : cet indicateur ne sait pas lire les effets de la crise écologique.

pollution des côtes et des fonds marins aura été une excellente nouvelle du point de vue du PIB, car les activités de dépollution ont « augmenté » la richesse nationale. On peut voir de la même façon les effets de la tempête Xynthia ou même l'augmentation du nombre de cancers.

Il est donc évident que l'ancienne manière de calculer notre richesse collective a fait long feu. Il faut inventer autre chose, et de nombreux penseurs travaillent sur le sujet. Certains indicateurs existent déjà, comme l'Indice de développement humain, créé dès 1990, d'autres, comme le PIB vert, sont sur le point d'être lancés. On citera également le remarquable travail du philosophe Patrick Viveret, auteur en 2002, pour le gouvernement français, du rapport *Reconsidérer la Richesse* (éditions de l'Aube). Lisez plutôt, en guise de conclusion, ce court extrait : « *Car les centaines de milliards que coûtent à la collectivité ces destructions humaines et environnementales ne sont pas comptabilisées comme des destructions mais comme des apports de richesse dans la mesure où elles génèrent des activités économiques exprimées en monnaie. Les 120 milliards*



INFOGRAPHIE : OLIVIER DURON

Classement de quelques pays selon le Happy Planet index (HPI). Évidemment discutable, l'indice dit « planète heureuse » permet en tout cas de comprendre qu'il y a plusieurs manières de calculer la richesse d'une nation. Et la question écologique, quand elle est prise en compte, réserve des surprises. Numéro 1 : le Costa Rica. Et la France n'est que 71^{ème}.

de coûts directs des accidents de la route (...), pour ne prendre que ce seul exemple, contribuent à la croissance de notre produit intérieur brut. À supposer que nous n'ayons aucun accident matériel ou corporel, ni morts ni blessés sur les routes de France l'année prochaine, notre PIB baisserait de manière significative, la France perdrait une ou plusieurs places dans le classement des puissances économiques ... ».

Distinguer la pauvreté de la misère

La vraie grande surprise, ô combien discutable, nous vient d'un tout nouvel indice nommé en anglais le Happy Planet Index (www.happyplanetindex.org). Dans une sorte de mission impossible, la New Economics Foundation à l'origine de ce travail tente de relier de nombreux fils, parmi lesquels l'empreinte écologique, l'espérance de vie et sa qualité, le tout réuni dans une improbable quête du bonheur humain.

Il n'empêche que le résultat de l'opération, sérieux en toute hypothèse, bouleverse les vues les mieux établies. Le classement 2009 place ainsi à la première place le petit Costa Rica et la France au 71^e rang... Quelles que soient ses limites, l'exercice permet de penser autrement, ce que chacun est désormais tenu de faire. Majid Rahnema, ancien ministre iranien d'avant l'époque

Khomeiny, qui a représenté son pays à l'Onu entre 1957 et 1971, l'a bien compris.

Dans un livre d'une force singulière paru en 2003 (*Quand la misère chasse la pauvreté*, Fayard/Actes Sud), il distingue radicalement deux réalités que l'on a trop tendance à confondre. D'une part, la misère, phénomène insupportable qu'accompagnent la faim, l'illettrisme, l'humiliation. Et d'autre part la pauvreté, qui peut, selon Rahnema, être choisie, lucide, exigeante. L'une doit être combattue, et disparaître au plus vite. Mais l'autre est non seulement inévitable, mais nécessaire. « *Ce n'est pas en augmentant la puissance de la machine à créer des biens et des produits matériels que ce scandale prendra fin, car la machine mise en action à cet effet est la même qui fabrique systématiquement la misère* ».

Quel que soit le mot retenu, que l'on parle de pauvreté ou de sobriété, il n'y a désormais plus aucun autre horizon humain. Plus aucun horizon qui nous permette de penser le Nord et le Sud de notre planète comme une seule et même humanité. ●

FABRICE NICOLINO

(1) www.ggdc.net/maddison/Historical_Statistics/horizontal-file_03-2007.xls

HAÏTI: MOBILISATION ET SAVOIR-FAIRE DU CCFD

Frappé par un terrible séisme en janvier 2010, l'île d'Haïti avait besoin d'un immense soutien mondial. Le CCFD a aussitôt répondu présent, avec des moyens humains adaptés à la situation.

Le 12 janvier 2010, à 16 heures 53, l'île d'Haïti est la victime d'un violent séisme d'une magnitude de 7,0 à 7,3. Son épïcentre est situé à 25 kilomètres de la capitale, Port-au-Prince. La catastrophe, considérable, frappe l'un des pays les plus pauvres de la planète. Le 9 février 2010, la ministre des communications, Marie-Laurence Jocelyn Lassegue, fixe un premier bilan effroyable de 230 000 morts, 300 000 blessés et 1,2 million de sans-abri. Dans un pays de 10 millions d'habitants !

Dès le 20 janvier, Christiane Esteves, membre de Désir d'Haïti, organisation amie du CCFD-Terre solidaire, avait transmis à Paris son témoignage : « *Tous les symboles de l'Etat et de l'Eglise sont par terre. Le Palais national s'est affaissé, la DGI (direction générale des impôts) qui joue ici un rôle capital n'est plus qu'un amas de gravats. Le Palais de Justice, les Ministères de l'Intérieur, de l'Education nationale, des Affaires étrangères, de la Condition féminine, de l'Environnement, la Mairie de Port-au-Prince, le Palais législatif, ont disparu. Seul a tenu le siège du Premier ministre, sa cour est devenu un camp de réfugiés, de sinistrés. Les églises du Sacré-Cœur et de Saint-Louis roi de France sont en ruine.* »

Conscient de ses responsabilités, le CCFD lance alors un exceptionnel effort de solidarité, en relation étroite avec quatre associations haïtiennes partenaires : Concert'Action, Fonhsud, Iteca, KNFP. La première, de son nom complet « Concertation et Action pour le Développement » concentre son action sur l'accès à l'eau à la campagne, point décisif. Fonhsud, créé par le curé de la paroisse d'Aquin, se concentre lui aussi sur l'accès à l'eau et le développement rural. Iteca, ou Institut de TEChnologie et d'Animation, s'intéresse davantage à la formation des paysans et à la commercialisation des produits agricoles. Le KNFP – Conseil national du financement populaire – enfin, cherche la meilleure manière de financer les projets paysans. Bien entendu, les premières sommes rassemblées par le CCFD – 162 500 euros – sont toutes affectées à l'urgence pour les réfugiés du tremblement de terre.

Mais dans un deuxième temps, indiscutablement, la priorité est donnée au monde paysan. Pourquoi ? Au

moins pour deux raisons. D'abord, évidemment, parce qu'il s'agit de nourrir un peuple martyrisé. Le CCFD insiste d'emblée sur l'autonomie des communautés paysannes en explorant trois pistes : construction d'un outil de financement ; création d'une filière de production locale de semences maraîchères, dans un pays où elles sont importées ; appui à une filière d'exportation de fruits comme la mangue. La deuxième raison des engagements dans le monde rural, c'est que l'agriculture emploie

nalisme et d'une pédagogie adaptée à leur contexte, pour rendre les populations actrices de leur avenir. Je suis particulièrement frappée par leur souci d'être en contact avec les autorités locales et de les associer à leur travail pour les inciter à prendre le relais aussi rapidement que possible ».

Une telle rapidité dans le dispositif de solidarité ne doit rien au hasard. Le CCFD est en effet présent dans l'île depuis quarante années, au contact direct d'acteurs sociaux bien décidés à transformer le mode de gouverne-



Cette photo date du 16 avril 2010. Soit quelques semaines après le séisme qui a détruit en partie le pays. Les sacs que vous voyez n'ont l'air de rien, mais ils représentent l'avenir de ces paysans pauvres, qui n'ont plus rien. Ils contiennent en effet de précieuses semences que le CCFD a pu réunir en signe de solidarité humaine.

encore plus des deux tiers de la population en âge de travailler. Il s'agira bien, comme l'explique dès le 10 février 2010 Emmanuel Cochon, chargé de mission sur place du CCFD, de rétablir puis développer « les capacités de production alimentaire des populations rurales ».

Modestie et endurance

Dès août 2010, le CCFD a engagé en Haïti 420 000 euros, et grâce aux donateurs, plus de deux millions d'euros ont aujourd'hui été affectés au soutien des associations locales partenaires. Telle est bien l'une des particularités du CCFD dans les pays où il intervient : ne pas faire à la place des autres. Tout au contraire, il s'agit toujours de repérer les structures les plus aptes à porter des projets d'avenir. En janvier 2011, Violaine Dory, responsable du CCFD, pouvait déclarer à Port-au-Prince : « Ces organisations [partenaires du CCFD] de la société civile haïtienne font preuve d'un grand profession-

ment et même le modèle économique. Telle est la base, tel est le socle. « Un des écueils, estime Xavier Ricard, directeur des partenariats internationaux au CCFD-Terre Solidaire, serait de croire au mirage de "la page blanche" en ignorant le travail réalisé depuis de nombreuses années par les acteurs de la société civile haïtienne. Ces femmes et ces hommes ont fait le choix de rester en dépit des immenses difficultés et sont aujourd'hui porteurs d'une véritable vision alternative du développement du pays ».

Modestie et endurance. Enthousiasme et patience. Ambition et raison. Le CCFD a choisi de longue date de s'adapter aux situations locales pour mieux les changer, avec les principaux intéressés. Avec comme maître mot en Haïti le *finansman*, mot créole ayisyen qui se passe de traduction. Non pour alimenter le compte en banque des plus riches. Mais pour remplir le ventre des affamés. ●

Sauver des milliers de variétés de riz

L'Inde a compté probablement plus de 100 000 variétés de riz, adaptées à toutes les conditions locales de sol, de climat, de précipitations. Mais elle en a perdu l'essentiel en un siècle. Une association, Navdanya, et une femme, Vandana Shiva, tentent l'impossible pour sauver ce qui reste.

Rien ne va plus, les jeux sont faits, et la Bourse commande jusqu'au prix des aliments. En visite à Paris le 19 février 2011, le président de la Banque mondiale Robert Zoellick appelle les dirigeants du G 20 – les pays les plus riches – à « *considérer l'alimentation comme une priorité numéro un en 2011* ». Preuve, s'il en était besoin, qu'elle ne l'est pas. Et il ajoute, de manière un tantinet sinistre : « *Il pourrait y avoir une masse de troubles, les gouvernements pourraient tomber et les sociétés basculer dans le désordre* ». Pour la raison très simple que des dizaines de millions de personnes supplémentaires ont sombré en quelques mois dans « *l'extrême pauvreté* », litote diplomatique signifiant le pire.

En 2008, des émeutes de la faim avaient secoué des dizaines de pays, et même l'Inde, que l'on croyait à l'abri, avait alors souffert pour nourrir plus d'un milliard 100 millions d'habitants. Entre l'automne 2007 et le printemps 2008, le prix du riz, la nourriture de base, y avait augmenté de 70 %, obligeant le gouvernement de Delhi à stopper ses traditionnelles exportations, de peur du chaos social.

Nous n'en sommes pas là au début de cet été 2011, mais la récolte de riz est très dépendante des aléas climatiques, et surtout de la mousson. La production était ainsi tombée à 89,13 millions de tonnes en 2009 à cause de la sécheresse, avant de s'approcher des 100 millions de tonnes en 2010.

Sous le feu de la guérilla naxalite

Autre problème majeur : l'augmentation de la productivité à l'hectare n'est plus garantie comme elle l'a pu être depuis cinquante ans grâce au recours massif aux pesticides et à l'irrigation. Or l'Inde est déjà confrontée à des formes extrêmes de contestation politique dont on parle fort peu en Occident. Les Naxalites – un groupe maoïste né en 1967 – n'ont cessé de se renforcer depuis dix ans, et forment désormais une redoutable armée d'au moins 20 000 hommes, présente à des degrés divers dans 200 des 800 districts ruraux de l'Inde. En septembre 2009, le Premier ministre indien Manmohan Singh a même été contraint d'admettre que le naxalisme est « *peut-être la plus grave menace interne à laquelle l'Inde doit faire face* », ajoutant que le « *niveau de violence dans les États affectés continue à croître* ». ►



PATRICE ARDICA/CRIC

UNE IMAGE
UNE INFO

Le rituel de l'eau. C'est un village de Birmanie – le Myanmar –, mais vous l'aurez reconnu, car il est de tous les temps et de tous les lieux. À Juatahe, il y a heureusement un étang d'une eau douce et bienfaisante. Chaque matin, quelques volontaires désignés s'attellent à la corvée d'eau. Mais s'agit-il réellement d'une corvée ? Cette jeune fille patauge dans une eau qu'on devine tiède, face au soleil probablement, et ses deux seaux sont tendus d'une tige de bambou découpée à quelques mètres de la. À quoi servira donc cette eau ? Aux besoins quotidiens, à la toilette, au ménage, aux repas. Et, bien entendu, à l'alimentation des animaux, ces compagnons de la vie. Est-on bien sûr de profiter ici d'une vie meilleure ?

► Alors ? En 2004, la FAO, très inquiète, avait décidé une Année internationale du riz, constatant que la production mondiale devait absolument augmenter d'encre 40 % d'ici 2030 pour couvrir des besoins croissants. Jacques Diouf, directeur général de la FAO, très pessimiste, déclarait alors : « *Les ressources en terre et en eau pour la production de riz diminuent* ». Heureusement, il y a Vandana Shiva.

Cette femme naît en 1952 dans la petite ville de Dehradun, sur les contreforts de l'Himalaya. Son père est conservateur forestier et sa mère une fermière, très amoureuse de la nature. Après des études brillantes en physique, puis en philosophie, elle obtient un doctorat en philosophie des sciences. Mais c'est comme écologiste et féministe qu'elle se fait connaître peu à peu dans le monde entier. Dès les années 70 du siècle passé, elle rejoint le mouvement Chipko, qui rassemble des villageois – surtout des villageoises – de la région de Uttaranchal (en Inde), qui refusent l'exploitation de leurs forêts ancestrales. Vandana rejoint dix ans plus tard le grand mouvement – défait – contre les barrages sur la rivière Narmada, Narmada Bachao Andolan, ou Mouvement pour la sauvegarde de la Narmada.

Où est passé le « riz doré » ?

Depuis une vingtaine d'années, Vandana Shiva mène davantage la bagarre contre les OGM, notamment dans la culture du riz, ce fabuleux aliment. Il faut dire

que cette céréale est évidemment devenue une cible stratégique pour les compagnies transnationales européennes et américaines. L'exemple le plus frappant de ces stratégies commerciales est sans aucun doute celui du riz dit doré, dont on a commencé à parler en 2000. Ce « Golden Rice » – une variété de riz (*Oryza sativa*) produit par une modification génétique – a été imaginé, officiellement du moins, pour des raisons

Dès les années 70 du siècle passé, elle rejoint le mouvement Chipko, qui rassemble des villageois de la région de Uttaranchal (en Inde), qui refusent l'exploitation de leurs forêts ancestrales.

philanthropiques. Enrichi en vitamine A, il devait permettre en effet de lutter contre des carences graves de cette vitamine, qui rendent aveugles 500 000 humains chaque année, et tuent dans le même temps entre un et deux millions de personnes.

Le problème, c'est que plus de onze années après les promesses, aucun riz doré n'est commercialement disponible. Vandana Shiva a vite dénoncé dans l'opération une sorte de cheval de Troie de l'industrie agrochimique, dans le seul but de vendre des OGM. Les calculs sont en effet troublants : pour avoir l'effet promis par les marchands, il aurait fallu faire ingurgiter neuf kilo-



En haut, **Vandana Shiva**, fondatrice de l'association Navdanya. Dessous, la ferme de tous les miracles, devenue un centre de formation pour des milliers de paysans indiens. Elle est située à une vingtaine de kilomètres de Dehradun, où Vandana a grandi.

grammes de riz doré par adulte, chiffre évidemment inconcevable. En outre, à quantité égale, les feuilles de coriandre ou de curry contiennent à coup certain bien plus de vitamine A que le riz transgénique !

Plus sérieusement encore, Vandana Shiva a pour l'occasion commencé à forger un argumentaire qui est, aujourd'hui encore, le sien. La solution ne saurait venir d'une extension sans fin d'une monoculture jugée miraculeuse – le riz doré –, mais bien plutôt d'un retour à des pratiques culturelles reposant sur une forte biodiversité végétale.

Vendu sous le nom basmati

Mais ce chemin est hélas semé d'embûches, y compris légales. En septembre 1997, par exemple, la société texane RiceTec Inc. a obtenu le brevet américain n°5 663 484, appelé « Lignées et graines de riz basmati ». Le riz basmati, connu pour son parfum si particulier, est cultivé depuis des siècles au Punjab, en Inde et sur le territoire actuel du Pakistan. Produit de sélections locales, il représente d'innombrables générations de travail humain. RiceTec, de son côté, n'a fait qu'utiliser ce savoir-faire en croisant des variétés basmati avec d'autres, elles aussi cultivées en Inde depuis longtemps.

En accordant un brevet commercial pour un vulgaire tour de passe-passe, l'État américain a permis à cette « création originale » d'être vendue sous le nom de basmati partout dans le monde, alors même que RiceTec la vendait auparavant sous le nom ►

Une révolution pas si verte

Cinquante ans après son lancement, le bilan de la « révolution verte » n'est pas totalement tiré. Au début des années 60, la Banque mondiale et d'autres institutions internationales décident de financer la recherche agricole

pour lutter contre la faim dans les pays du Sud. De nouvelles variétés de céréales à gros rendement sont mis au point, et un grand souffle de « modernisation » technique bouleverse en quinze ans l'Asie, l'Amérique latine, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Le Nord envoie des experts, des machines, des engrais et des pesticides. Les rendements explosent, et la faim recule indiscutablement. À la fin des années 1970, le rendement du riz, en Inde, a augmenté de 30 %,

ce qui fait disparaître des famines jusque-là récurrentes.

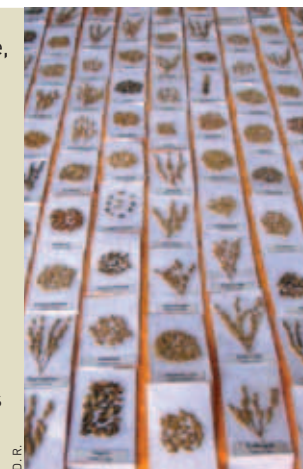
Mais aujourd'hui, le bilan est discuté jusqu'au sein de la FAO, la grande agence de l'Onu pour l'agriculture et l'alimentation. Les dégâts sociaux et écologiques de l'intensification agricole ont à l'évidence été sous-estimés. La « révolution verte » a en effet déstabilisé les sociétés paysannes, favorisant les plus riches et privant les pauvres des anciens accès aux pâturages et aux forêts, imposant au

passage une dépendance considérable par rapport aux technologies du Nord.

Au plan écologique, l'irrigation massive a en fait appauvri d'immenses zones, par des phénomènes de salinisation qui n'étaient pas au programme. Et les nappes phréatiques, durablement surexploitées, menacent l'ensemble du modèle agricole pour cause d'épuisement. L'emploi généralisé de pesticides, de son côté, empoisonne non seulement les sols, mais aussi les hommes. La

généralisation de la monoculture, jadis presque inconnue, se fait au détriment de la biodiversité agricole et de la faune sauvage.

Les promoteurs des OGM reprennent souvent les arguments de ceux qui promettaient dans les années 60 l'éradication de la faim par l'introduction de la chimie. Ce sont d'ailleurs souvent, dans les deux cas, les mêmes entreprises transnationales de la chimie. ●



Le 2 octobre 2010, l'association Navdanya fête à la fois l'anniversaire de Gandhi et le Jour de la Terre. Ci-contre, quelques-unes des semences anciennes sauvées depuis vingt ans.

► commercial de Texmati, Jasmati ou Kasmati ! Bien qu'inconnu en France, le combat de l'Inde contre ces spoliations a de nombreuses lettres de noblesse. Témoin cette étonnante année 1993 : dès février, un millier de paysans occupent à Bangalore le siège local de Cargill, le géant américain des céréales, et brûlent immédiatement les documents qui leur tombent sous la main. En mars, 200 000 petits producteurs se lancent dans une marche qui les mène à Delhi, la capitale, malgré de nombreuses arrestations partout sur la route, tout à fait dans la lignée de la marche du sel de Gandhi, en 1930. L'ambiance est joyeuse. Les paysans d'Uttar Pradesh portent des casquettes vertes, les paysannes du Karnataka de superbes châles de même couleur. La mobilisation paysanne vise l'obscur rapport d'Arthur Dunkel, le directeur général du Gatt, l'ancêtre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Dans ce texte, aussitôt brûlé par le professeur Nanjundaswamy, Dunkel réclame l'autorisation de breveter les semences. Une déclaration de guerre aux hommes de la terre, qui réutilisent depuis la nuit des temps une partie de leur récolte pour assurer les semences suivantes.

650 millions de paysans

En octobre enfin, entre 500 000 et un million de paysans se retrouvent à Bangalore, capitale du Karnataka, pour proclamer leurs droits sur leurs propres semences et annoncer la création de banques de ressources génétiques. Des Éthiopiens, des Indonésiens, des Thaïlandais, des Philippins, des Nicaraguayens, des Sud-Coréens sont présents, conscients de l'enjeu planétaire de la bagarre.

Et Shiva ? En cette année 1993, elle vient de lancer une association nommée Navdanya, « pour la conservation de la biodiversité et la protection des droits des fermiers ». Pour mieux comprendre le sens de ce projet, il faut rappeler que la civilisation agricole indienne date d'au moins 4500 ans, et que ses 650 millions de paysans sont les dépositaires d'un savoir à peu près unique au monde. Selon les estimations, entre 30 000 et 200 000 variétés de riz existaient dans cet immense pays il y a encore cinquante ans. Le riz, souvent appelé brana dans les campagnes – autrement dit le souffle de la vie –, est à lui seul une civilisation. On ne sait

pas précisément combien de variétés continuent d'être cultivées, mais une chose est évidente : la révolution verte en a fait disparaître un nombre considérable. Et selon Vandana Shiva et ses amis de Navdanya, l'apparition du riz transgénique risque d'achever ce processus.

Or, le travail des paysans, depuis des milliers d'années, a permis la mise au point de variétés parfaitement adaptées à la sécheresse – dans le seul ouest du

Et Vandana Shiva ? En cette année 1993, elle vient de lancer une association nommée Navdanya, « pour la conservation de la biodiversité et la protection des droits des fermiers ».

Bengale, on en compte 78 variétés – ou à l'extrême humidité. Et même au sel, comme les chercheurs de Navdanya en ont découvertes dans les régions côtières d'Orissa, du Kerala et du Karnataka.

Navdanya est avant tout une ferme biologique installée à 20 kilomètres de Dehradun, berceau familial de Vandana. Le lieu sert de banque de semences, de centre de formation et de conservatoire in situ de variétés végétales menacées par l'uniformisation. Environ 3 000 variétés de riz y sont conservées et près de 200 cultivées ! Près de 500 000 paysans indiens auraient d'ores des formations, et 60 000 personnes seraient membres de l'association, qui pratique largement l'échange de semences bio.

Ce n'est rien ? Cela pourrait même sembler dérisoire à l'échelle d'un pays aussi peuplé. Mais les semences sont faites pour germer. On reparlera fatalement de Navdanya. ●

Pour aller plus loin

En français : www.delhiplanet.fr/2011/03/17/une-etonnante-journee-a-la-ferme-ecolo-de-vandana-shiva/

Le site de Navdanya, en anglais seulement : www.navdanya.org

DES PARADIS FISCAUX QUI CONDUISSENT AUX ENFERS



Le CCFD mène en ce moment, avec une coalition d'associations du monde entier, une campagne contre les paradis fiscaux, qui devrait culminer en novembre 2011, au moment de la réunion du G20, qui se tiendra en France. « Nous voulons, explique la déclaration officielle, que les dirigeants du G20 prennent des mesures pour mettre fin à l'opacité financière des paradis fiscaux qui permet aux entreprises d'y localiser leurs profits, évitant ainsi de payer des impôts ».

Des biens si mal acquis

Derrière ces paroles de bon sens se cachent d'innombrables drames, en particulier dans les pays du Sud. Le saviez-vous ? Les pertes fiscales – liées le plus souvent à la concussion et à la corruption – s'élèveraient, pour le seul Sud, à 125 milliards d'euros par an, soit davantage que la totalité des aides au développement. Le CCFD est l'un des acteurs majeurs en France du combat contre les « biens mal acquis » par tant de dirigeants des pays pauvres. Son étude de 2007 a conduit tout droit à des procédures judiciaires contre le Gabonais

Omar Bongo (aujourd'hui défunt) ou le Congolais Denis Sassou Nguesso. Une grande première.

Pour en revenir aux paradis fiscaux, le CCFD les tient pour l'un des principaux responsables du désordre financier mondial. Ils combinent en effet opacité, fiscalité ridiculement basse, règlements permettant l'existence de sociétés-écrans, refus de la coopération judiciaire internationale, faiblesse ou carrément absence de régulation financière.

En somme, les paradis fiscaux portent bien leur nom. Leur disparition serait un tournant moral et politique aux conséquences incalculables. Car, dit le CCFD, l'argent récupéré pourrait « servir à développer des politiques publiques en faveur de l'agriculture locale, ainsi que des services publics en réponse aux besoins d'éducation, de santé... ». Il n'est que temps de rejoindre cette campagne exemplaire. Les Cahiers en seront. ●

La campagne du CCFD :

www.endtaxhavensecrecy.org/fr

La terre, ce bien commun essentiel

Il sait de quoi il parle, Ambroise (340-397 ap. J.-C.), quand il dénonce les abus des riches de son temps. Patricien romain lui-même et haut fonctionnaire milanais, il a su renoncer à ses biens matériels conséquents lorsqu'il devint évêque de cette région. Dans un petit traité essentiel, il rappelle avec insistance que la « nature ne connaît pas les riches : elle nous enfante tous pauvres ! »

« Elle est vieille l'histoire de Naboth, mais elle se répète dans la vie de tous les jours. (...) Naboth n'est pas le seul pauvre qui soit tué : chaque jour Naboth est exécuté, chaque jour le pauvre est abattu. Troublé par cette crainte, le genre humain se retire de ses terres ; le pauvre chargé de son bagage émigre avec ses enfants. (...) Jusqu'où riches, étendez-vous vos folles envies ? Seriez-vous seuls à habiter sur la terre ? Pourquoi rejetez-vous celui qui partage votre nature ? Et revendiquez-vous la possession de cette nature ? La terre a été établie en commun pour tous, riches et pauvres. Pourquoi vous arrosez-vous, à vous seuls, riches, le droit de propriété ? La nature ne connaît pas les riches, elle qui nous enfante tous pauvres. (...) Pourquoi estimes-tu, pendant ta vie, devoir abonder en richesse ? Ô riche, tu ne sais pas combien tu es pauvre, combien tu sembles indigent à tes propres yeux, toi qui te dis riche ! Plus tu possèdes et plus tu désires ; et quelles que soient tes acquisitions, tu crois toujours manquer d'autre chose. Le gain excite et n'apaise jamais l'avarice. (...) Pourquoi les richesses de la nature vous attirent-elles ? Le monde a été créé pour tous et, vous qui êtes un petit nombre de riches, vous vous efforcez de le revendiquer pour vous. Or, ce n'est pas seulement la possession de la terre, mais le ciel, l'air, la mer qui sont réclamés pour l'usage d'un petit nombre de riches. Cet air, que tu inclus dans tes vastes possessions, combien de peuples peut-il fortifier ? Est-ce que par hasard les anges ont des fragments d'espace dans le ciel pour que toi, sur terre, tu distingues des frontières établies ? »

Ambroise de Milan, Richesse et pauvreté ou Naboth le pauvre

COMMENTAIRE

Il était une fois... Il était une fois un roi riche et puissant du nom d'Achab... Le 1^{er} livre biblique des Rois, au chapitre 32, raconte la suite de l'histoire. En s'appropriant sans vergogne la terre du pauvre cultivateur Naboth, le roi montre son vrai visage : celui d'un homme aveuglé par sa puissance. Au final, il ne restera que jalousie et mensonge, meurtre et vol. Vieille et éternelle histoire. Une parabole en somme.

Dans un petit traité court et vif, l'évêque Ambroise commente cette histoire, celle de « Naboth le pauvre ». Il médite du coup sur les paradoxes scandaleux des sociétés développées. Lui qui avait été administrateur romain de sa région, il connaissait bien cet écart économique scandaleux entre une oligarchie de plus en plus puissante et une foule de pauvres, souvent esclaves, toujours menacés dans leur moyens de subsistance. Scandale d'autant plus frappant que quelques mois auparavant, au cours de cette année 388 ap. J.-C., une famine venait de frapper cruellement les plus pauvres de la péninsule italienne.

Achab le riche, Naboth le pauvre

Mais le scandale ne fait pas taire Ambroise. Bien au contraire, comme le manifeste son texte. Il s'oppose ainsi nettement à l'empereur Théodose, aussi puissant que cruel. Il en sera de même avec les grands propriétaires terriens de son temps, aux privilèges indécents, et qui sont souvent plus puissants encore que l'Etat romain. A l'école de son maître, le cappadocien Basile le Grand, véritable apôtre social du IV^e siècle, Ambroise s'approprie la question brûlante de la justice sociale au sein de sa société. L'opposition

entre le riche Achab et le pauvre Naboth est à la fois, selon lui, celle, économique et éternelle, entre le puissant et le faible. Mais aussi celle, plus profonde, entre l'homme au coeur endurci et le fidèle courageux. Car, plus encore que les ressorts de la simple convoitise, le sans-gêne du roi révèle l'incroyable pauvreté intérieure du personnage. Son désir aveugle le domine, son avarice le rend malheureux. Jusqu'au meurtre.

Au risque de l'anachronisme, les appels d'Ambroise résonnent très fort. Faire de notre condition commune de créature partageant un même espace de vie un fondement de notre vie sociale redevient un appel salutaire pour nous.

Défendre ces lopins de terre

Du coup, Ambroise pose les fondements d'un rapport à la propriété qui s'enracine non pas dans l'accumulation névrotique des biens mais dans une conception saine de la foi en la Création du monde : l'accueil de la terre comme un don fait équitablement à tous. Tous pauvres sur cette terre. Constitutivement. D'une pauvreté non pas misérable et passive, non. Mais de cette joie pauvre – d'autres diraient de cette sobriété heureuse – qui consiste à assumer foncièrement son existence et celui des autres comme un don et non comme un dû.

Mettant au jour l'envie qui demeure en nous d'éliminer toujours les voisins gêneurs de nos propriétés, Ambroise rappelle que cette quête est sans fin et rend malheureux. Pire, elle pervertit le sens même de notre existence. En évoquant les grands rassemblements d'animaux, il constate que ces derniers « estiment que la réalisation d'une grande assemblée constitue non un détriment, mais un échange de vie, et ils recherchent avec ardeur une véritable force, grâce à une société plus nombreuse. » Et de poursuivre : « Toi seul, homme, tu expulsés tes semblables

pendant que tu recueilles des bêtes sauvages. Tu construis des habitations pour les bêtes et tu détruis celle des hommes. Tu conduis la mer au milieu de tes propriétés pour que les animaux n'y manquent pas et tu repousses les frontières de la terre pour refuser tout voisin. »

Au risque de l'anachronisme, les appels d'Ambroise résonnent quand même très fort dans nos crises contemporaines. Faire de notre condition commune de créature partageant un même espace de vie un fondement de notre vie sociale redevient un appel salutaire pour nous. Et lorsque l'évêque milanais saisit dans ce récit cette envie des puissants de s'approprier non seulement la terre mais aussi le « ciel, l'air, la mer », il touche au coeur du problème, une fois encore. Cette appropriation égoïste du monde – désir délétère – traverse l'histoire de l'humanité. Aujourd'hui où l'émergence concrète des limites physiques de notre environnement et de nos modes de vie nous le rappelle plus cruellement encore, la figure de Naboth peut éclairer notre route. Il y a bien une foncière dignité à défendre ces lopins de terre (bouts de jardins, de forêts, de rivières, de montagnes, de champs) contre les appétits de la convoitise aveugle. C'est là d'ailleurs que les droits des petits et des pauvres redeviennent la bonne mesure de nos modèles de développement économiques et sociaux. De là naît aussi comme une évidence le respect, émerveillé et diversifié, du vivant sous toutes ses formes et dans toute sa foncière richesse. ●



Dominique Lang, biologiste de formation, est aujourd'hui journaliste. Et aussi théologien catholique et religieux assomptionniste. Il propose ici une réflexion qui croise perspectives bibliques et réflexions anthropologiques contemporaines.

Laisser dormir le pétrole sous la terre

L'Équateur a surpris le monde entier en proposant de ne pas exploiter un énorme gisement de pétrole découvert dans le parc national de Yasuni.

Au nom de la biodiversité et de la lutte contre la crise climatique.

Question passionnante : qui doit payer ?

À partir de Coca, au cœur de l'Amazonie équatorienne, prendre une pirogue, et descendre tranquillement le rio Napo. On arrive tout droit à l'un des lieux les plus riches en biodiversité de la planète : Yasuni. Bien que les chiffres varient selon les sources, l'ordre de grandeur est certain : on trouverait, sur les 982 000 hectares du parc national de Yasuni, autour de 2300 espèces d'arbres, 600 d'oiseaux et 120 de reptiles. Sans compter ce chiffre incroyable de 100 000 espèces d'insectes à l'hectare. La région a logiquement été déclarée réserve mondiale de la biodiversité par l'Unesco.

Et les hommes ? Ils sont là, depuis des millénaires, maintenant vaille que vaille des traditions néolithiques de chasse et de cueillette. Il y a encore cinquante ans, le peuple Huaorani occupait un territoire de plus de deux millions d'hectares, mais les compagnies pétrolières, soutenues par le gouvernement central de Quito, n'ont cessé de grignoter cet espace vital. Un accord signé dans des conditions discutées stipule que la réserve des Huaorani s'étend sur 612 000 hectares, mais que

« les adjudicataires ne pourront pas empêcher ou mettre un frein aux travaux d'exploration et/ou d'exploitation minière et pétrolière réalisées par le Gouvernement national et/ou des personnes naturelles ou juridiques légalement autorisées ».

Parmi les peuples indiens vivant sur le territoire du parc Yasuni, trois clans – les Tagaeri, les Taromenane et les Oñamenane – ont préféré éviter tout contact avec notre monde, et du coup maintiennent mieux leur mode de vie traditionnel. On les comprend d'autant que l'appétit des compagnies pétrolières paraît sans limites. Précisons que des forages dans le sous-sol du parc de Yasuni ont démontré la présence de très grosses réserves de pétrole : autour de 920 millions de barils. L'exploitation de ces gisements conduirait mécaniquement à l'émission de 410 millions de tonnes de gaz carbonique, au moment même où les États de la planète tentent justement de contrer les effets de la crise climatique.

Ne disposant que de peu de relais médiatiques, les Indiens du parc avaient bien protesté dès l'avance, à partir du début des années 2000, contre la perspective d'un désastre écologique global, qui les aurait changés en vagabonds d'un pays dévasté. Mais quel poids



Méfiance. Sur la photo du haut, le chef indien Emergildo Criollo (région du lac Agrio, en Équateur) respire l'eau avant de la boire. Car elle pourrait être contaminée par le pétrole laissé derrière elle par l'entreprise Texaco (en bas). Des milliers de puits et de trous d'eau attendent une hypothétique décontamination. Poursuivi par 30 000 Indiens devant les tribunaux, Texaco n'a encore rien déboursé. Mais la note finale pourrait approcher un milliard de dollars.

représentaient-ils ? À peu près rien, du moins jusqu'à l'élection à la présidence de la république d'Équateur de l'économiste Rafael Correa Delgado le 26 novembre 2006. Quoi qu'on pense de l'homme et de son programme à tonalité socialiste, une chose est certaine : le nouveau président entend renouer les liens disparus entre le monde de la côte, qui appartient aux descendants d'Espagnols et aux métis, et celui de la *sierra*, territoire des Indiens Kichwa et Shua, dont la langue est aussi officielle en Équateur que l'espagnol. Correa avait bien des manières de monter son intérêt pour les peuples indiens de l'Équateur, mais il choisit en septembre 2007 une voie si originale qu'elle n'a pas cessé, depuis, de passionner une partie de l'opinion mondiale.

Qui doit payer pour la biodiversité ?

Nous sommes à la tribune des Nations unies, le 24 septembre 2007. Rafael Correa annonce : « *L'engagement à ne pas exploiter 920 millions de barils de pétrole afin d'éviter l'émission de près de 111 millions de tonnes de carbone [carbone et gaz carbonique sont deux mesures différentes] dues à la combustion de matières fossiles* », ce qui se traduira par « *une diminution de l'ordre de 720 millions de dollars en termes d'investissements étrangers, ce qui ne manquera pas d'affecter fortement l'économie équatorienne* ».

Coup de tonnerre ! A-t-on jamais entendu quiconque annoncer qu'il n'exploitera pas une fabuleuse richesse naturelle ? L'idée de Correa est simple et repose sur une perception de la crise écologique dont un pays comme la France reste fort éloigné. Un, le dérèglement climatique est un fait et l'exploitation de pétrole fossile ne peut qu'aggraver le phénomène par émission massive de gaz à effet de serre. Deux, la réduction dramatique de la biodiversité ne peut se combattre seulement par des mots. Il faut désormais des actes. Enfin, *last but not least*, les atteintes aux droits de l'homme, surtout quand elles touchent des peuples fragiles, sans grand moyen de se défendre, ont assez duré.

Au total, le propos est d'une évidence telle qu'il devrait pouvoir réunir tous les hommes de bonne volonté de la planète. Reste une question, qui n'a pas encore trouvé sa réponse définitive : qui doit payer la note de ce courage politique ? L'Équateur, qui ne recule décidément devant aucune audace, propose une solution décoiffante. Ce petit pays de 15 millions ►

► d'habitants accepte d'assumer seul la moitié des 7 milliards de dollars que lui aurait rapportés l'exploitation du pétrole de la Yasuni. Mais considérant que les pays riches ont une dette écologique à l'égard de la planète, il réclame que la seconde moitié lui soit payée sous la forme de certificats de « non-exploitation » par les États, les entreprises ou les ONG. À terme, ces certificats pourraient être échangés sur le marché des émissions de gaz carbonique, autrement nommés « droits à polluer ». Et l'argent ainsi rassemblé pourrait servir, du moins selon les engagements officiels, à investir dans les énergies renouvelables, la conservation des zones protégées, la reforestation et le développement social durable en Amazonie.

Un paysage de désolation

Depuis cette proposition révolutionnaire, la diplomatie équatorienne multiplie les voyages autour du monde pour convaincre d'éventuels contributeurs. L'idée plaît à beaucoup, semble-t-il, notamment en Espagne, en Allemagne, en Belgique. La France reste pour l'heure dans un attentisme poli, malgré la visite à Paris, en avril 2011 (1), d'une des responsables équatoriennes du projet, Ivonne Baki. Sa rencontre avec Serge Lepeltier, ancien ministre de l'Environnement et ambassadeur français en charge des négociations climatiques, n'a pour le moment pas débouché sur des engagements. La France a rappelé qu'elle « suivait le projet avec attention » et qu'elle « reconnaît l'originalité du projet et salue la préoccupation de l'Équateur de préserver l'exceptionnelle diversité biologique du parc naturel Yasuni ». Il semble ne pas être si facile, pour un pays du Nord, de suivre enfin une grande initiative venue du Sud...

Reste à comprendre pourquoi une telle idée est née en Équateur. Certes, la personnalité du président Correa, très sensible au sort des Indiens, a toute son importance. Mais au-delà, il faut évoquer le véritable pandémonium laissé par l'entreprise pétrolière Texaco, tout près du parc Yasuni, de l'autre côté du fleuve Napo. Pendant quarante années, Texaco – absorbé ensuite par Chevron – a exploité dans cette partie de l'Équateur de grands gisements pétroliers, puis est parti en laissant un paysage de désolation, fait de pipelines rouillés, de torchères crachant encore leurs flammes et d'eaux polluées. Interrogé par le quotidien suisse *Le Temps* (17 mai 2010), Luis Yanza, coordinateur d'un procès intenté la

compagnie pétrolière, déclare : « *Cela fait quarante ans que les populations locales vivent sur des terres imbibées de pétrole. Et il n'y a pas eu le moindre bénéfice pour la région. En revanche, nous avons les plus hauts taux de cancer du pays, nous ne pouvons plus boire notre eau.* »

La surface concernée est grande comme la moitié de la Corse, soit 4 400 kilomètres carrés. Un million de mètres cubes de pétrole auraient été déversés dans les rivières, et un millier de « piscines » creusées à la hâte pour y enfouir des résidus toxiques auraient été oubliées sur place malgré les promesses faites par Texaco au temps de l'exploitation. L'actuel patron de Chevron – et donc de Texaco –, John Watson, estime pour sa part ne plus être responsable depuis qu'il a investi 40 millions de dollars pour le nettoyage des « piscines ».

L'Équateur accepte d'assumer seul la moitié des 7 milliards de dollars, mais il réclame que la seconde moitié lui soit payée sous la forme de certificats de « non exploitation »

Texaco-Chevron est loin, néanmoins, d'être sorti d'affaire, car pas moins de 30 000 Indiens ont porté plainte contre une entreprise qui a foré au total plus de 350 puits dans la région. Commencé en 1993, le procès a connu de nombreux

rebondissements avant une conclusion – peut-être provisoire – en février 2011. Un tribunal équatorien a en effet condamné Texaco à payer 9 milliards 500 millions de dollars (2) pour réparer les dommages écologiques infligés à l'Équateur.

Quoi qu'il en soit, on comprend mieux pourquoi un petit pays – mais un grand peuple – propose à l'humanité d'arpenter de nouvelles voies. En laissant dormir le pétrole sous la terre, qui pourra servir à nos descendants s'ils se montrent un peu plus sages que nous. ●

(1) www.20minutes.fr/article/708907/planete-la-responsable-projet-yasuni-itt-va-tenter-convaincre-france

(2) <http://sincelejoherald.com/issue/febrero-21-de-2011/article/ecuador-proceso-contra-chevron-sigue-y-esta-acusa-el-golpe1>
Voir aussi une reprise de l'article du journal *Le Temps* par *Courrier International* : <http://www.courrierinternational.com/article/2010/05/17/le-dilemme-de-l-or-noir>

LE SOJA, UNE PLANTE QUI S'EST RETOURNÉE « CONTRE LA VIE »



Le lien est évident entre nos appétits de viande en France et en Europe, et le déferlement du soja en Amérique latine, qui sert de nourriture à notre bétail industriel.

En février 2006, le CCFD lance une campagne audacieuse, appelée : « Le soja contre la vie ». Il n'est pas seul, puisque quatre autres associations l'épaulent dans ce qu'il faut bien appeler un combat : le réseau breton Cohérence, de notre ami Jean-Claude Pierre, la Confédération paysanne, le Groupe de recherches et d'échanges technologiques (Gret) et le Réseau agriculture durable (RAD). Deux associations membres du CCFD, le CMR – Chrétiens en monde rural – et le MRJC – Mouvement rural de jeunesse chrétienne – sont partenaires de l'opération, qui relaie la mobilisation d'associations de terrain au Brésil, en Argentine, au Paraguay et en Bolivie.

Pourquoi le soja ? Et comment comprendre qu'une plante aussi magnifique puisse être « contre la vie » ? La vérité est bien amère, et le CCFD rappelle alors que la culture intensive de soja a quintuplé en 35 années sur la planète, passant de 44 millions de tonnes en 1970 à 216 millions en 2005. En Amérique latine, le soja était presque inconnu avant les années 70.

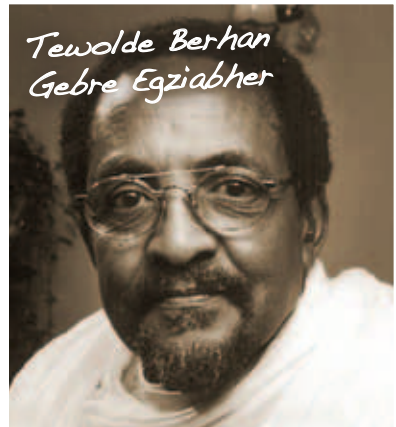
Depuis, il s'est répandu comme une traînée de poudre, au détriment des cultures vivrières, utilisant au passage des variétés transgéniques et quantité de produits chimiques de synthèse.

Chaque année, à Brest ou Lorient

Le CCFD n'hésite pas à évoquer la déforestation massive liée à l'apparition d'une plante d'exportation, et les expropriations abusives de communautés indiennes ou de petits paysans que son expansion entraîne. Mais au fait, pourquoi cette explosion de la demande mondiale ? Essentiellement à cause de l'extension de l'élevage industriel, qui a fait du soja le grand pourvoyeur de protéines destinées au bétail.

Des millions de tonnes de soja, le plus souvent transgénique, sont débarquées chaque année dans les ports français de Brest ou Lorient. Direction l'élevage industriel, dont on remet de plus en plus en question le modèle. Ajoutons que des groupes écologistes comme Les Amis de la Terre ont rejoint dans un second temps une campagne qui s'est terminée à la fin de 2006. ●

CE GRAND SOUFFLE **VENU DU SUD**



D.R.

L'Afrique vue par Tewolde

Le docteur Tewolde Berhan Gebre Egziabher préfère se faire appeler Tewolde. Né en 1940, cet ancien chercheur de l'université d'Addis-Abeba a dédié sa vie entière à l'écologie et au développement. Il est, depuis 1995, responsable de l'Agence de protection de l'environnement éthiopienne, l'équivalent éthiopien du ministère de l'Écologie. Il n'a pas pour autant la langue dans sa poche : « *Si les pays développés veulent un marché libre, ils n'ont qu'à le faire. Ils n'ont qu'à abandonner leurs politiques de subvention à l'agriculture, directe comme indirecte. On ne peut pas être libéral et protectionniste à la fois.* »

Mais l'engagement et la prise de conscience de Tewolde ne s'arrête pas aux frontières de son pays. Grâce à la déclaration de « La vallée des mille collines », dont il est un des initiateurs, il tente de rassembler et de synthétiser les lois originales que l'Afrique a pu mettre en place sur ce sujet, de mettre en valeur des modèles africains. Il plaide pour la souveraineté alimentaire, et contre les lois du commerce international. Tewolde a obtenu en 2000 le Prix Nobel alternatif en reconnaissance de « *son travail exemplaire pour la sauvegarde de la biodiversité et des droits traditionnels des paysans et des communautés à leurs ressources génétiques* ».



D.R.

L'héritage de Gandhi

Ela Gandhi, petite-fille de Mohandas Karamchand Gandhi, le père de la nation indienne, est née en Afrique du Sud le 1^{er} juillet 1940. Son père, Manilal Gandhi, dirigeait un journal destiné aux nombreux Indiens de ce pays africain, *The Indian Opinion*. Travailleuse sociale pendant une bonne partie de sa vie, elle a été placée sous arrêt domiciliaire – la prison à la maison – en 1973, au temps de l'apartheid, régime qu'elle combattait. Pendant neuf ans ! Cette expérience la pousse à s'engager davantage, et elle sera membre du Parlement sud-africain entre 1994 et 2003.

Elle dirige aujourd'hui un journal, *Satyagraha*, où elle promeut la vision « gandhienne » du développement durable. Ela Gandhi développe la notion d'autosuffisance dans l'économie locale, qui maintiendrait chacun dans la dignité. La solution ne saurait venir d'en haut pour s'étendre en bas, mais bien l'inverse. Elle insiste aussi sur la démocratie, une démocratie qui aurait un vrai sens, où les citoyens seraient informés et éduqués. Mais elle dirige aussi une ligne d'aide aux femmes battues, qui comprend un service téléphonique accessible 24 h sur 24, ainsi que des cours et des offres d'emploi permettant aux femmes victimes de pouvoir se réinsérer.

Partout dans les pays dits « sous-développés » surgissent de grandes figures morales. Capables de porter haut et clair le point de vue des pauvres de la planète sur l'état du monde. On comprendra mieux après avoir lu ces quatre portraits.



D.R.

Martin au cœur des institutions

Martin Khor, né en 1951 à Penang, en Malaisie, est l'actuel directeur du Centre Sud. Cette ONG basée à Genève cherche notamment à « *promouvoir les différents types de coopération et d'action Sud-Sud, les liens entre pays du Sud, la constitution de réseaux et l'échange d'informations* ». Mais avant cela, Martin avait créé et dirigé un étonnant réseau appelé Third World Network, qui édite la remarquable revue (en anglais) nommée *Resurgence* (1). Familier des Forums sociaux altermondialistes, Khor a également un pied dans les institutions. Il est notamment membre du Comité des politiques de développement des Nations Unies.

C'est à ce titre qu'il a prononcé, du haut de la tribune de l'Onu, le 25 mars 2009, un discours qui commence ainsi : « *C'est dans les pays développés qu'est née la gravissime crise économique qui touche actuellement le monde entier. Bien que la responsabilité de la crise n'incombe pas aux pays en développement, ceux-ci sont gravement atteints, bien plus gravement encore que les pays développés, car ils ne disposent pas des moyens pour en atténuer les effets* ».

(1) www.twinside.org.sg/title2/resurgence/twr.htm



NIC PAGET-CLARKE

Silvia et la biodiversité

Quand il s'agit de défendre le droit des peuples à disposer de leurs ressources biologiques, Silvia Rodriguez, d'origine mexicaine, n'est jamais bien loin. Cette docteure en sociologie rurale a longtemps été la présidente d'une ONG internationale, GRAIN, tournée vers le Sud et la protection de la biodiversité (1). Installée au Costa Rica, elle continue d'y mener une action très militante en faveur d'un contrôle par les populations sur les ressources génétiques et les patrimoines intellectuels. Elle a par ailleurs participé, comme universitaire, à l'élaboration d'une loi sur la biodiversité qui fait du Costa Rica un pays à part, pointilleux sur le respect de la Convention sur la biodiversité signée au Sommet de Rio, en 1992. Aux termes de cette convention, les ressources biologiques ne sont plus un bien libre, qu'on peut breveter et accaparer, et désigne les États comme souverains sur ce patrimoine.

Mais qu'on ne se y trompe pas : elle combat à l'occasion la politique de son pays. Dans l'une de ses dernières interventions, elle déclare : « *La loi du Costa Rica sur la biodiversité a reçu de nombreux coups au moment du traité de libre-échange avec les États-Unis* ».

Pour en savoir plus : www.grain.org/accueil

Wangari Maathai, prix Nobel des arbres et de la forêt

Ihthe. Un village. Proche de Nyeri, une ville du Kenya située à 150 kilomètres au nord de Nairobi. Un paysage de collines verdoyantes et giboyeuses. Une vue éblouissante sur le mont Kenya, qui culmine à 5199 mètres et constitue la source de deux des plus beaux fleuves du pays, le Tana et l'Ewaso Ng'iro. Le 1^{er} avril 1940, quand naît la petite Wangari Muta, le Kenya est encore une colonie britannique. La révolte gronde, qui conduira au violent mouvement d'émancipation Mau Mau, né au cœur de l'ethnie kikuyu, à laquelle appartient la famille de Wangari Muta. Mais pour l'heure, tout semble calme, tout paraît encore éternel.

La future Prix Nobel se souvient encore de l'émerveillement des premières années. « J'ai longtemps cru, dit-elle, que le monde était une vallée de terre riche, dominée par les contreforts des monts Aberdore et au nord par le mont Kenya. Je pensais que les acacias au feuillage mince et dur, les torrents vivaces et purs où nous allions chercher l'eau étaient éternels. Et j'imaginai que les champs où ma mère me déposait, enfant, pour mieux ramasser le managu, ce légume vert sauvage qui accompagnait nos gâteaux de maïs, seraient toujours fertiles. À mes yeux, cette vallée du Rift où mon père travaillait dans la ferme d'un colon britannique était l'univers tout entier. Et cet univers avait la couleur

« La nourriture était abondante, à portée de main, dans la nature si généreuse qui nous environnait. Je n'avais qu'une ou deux robes, nous n'avions pas l'électricité dans notre case, mais jamais nous ne nous sommes sentis pauvres. »

des forêts. Il avait l'odeur des épices et du pyrèthre. Il avait aussi ses lois ».

Mais tout va basculer en l'espace de quelques années seulement. Certes, les Britanniques ont amorcé le mouvement dès les années 20 du siècle passé en détruisant de splendides forêts tropicales au profit de plantations de pins ou d'eucalyptus, très rentables. Sur les pentes des collines autour de Nyeri, sur celles du mont Kenya, l'érosion a commencé son œuvre de mort. Mais tout s'accélère vers la fin des années cinquante et après l'indépendance – 1963 –, car les paysans de la région se mettent à cultiver massivement des cultures d'exportation comme le thé ou le café, qui prennent eux aussi la place des forêts anciennes.

Wangari a été le témoin direct des terribles agressions infligées au mont Kenya : « Trois cents sources en jaillissaient, alimentant la plus large rivière du Kenya, la Gura. Il faut que vous imaginiez la puissance tumultueuse de ces flots, alors ! Le fracas des pierres qui roulaient ! La largeur impressionnante de la rivière ! Nous prenions l'eau aux sources. La nourriture était abondante, à portée de main, dans la nature si généreuse qui nous environnait. Je n'avais qu'une ou deux robes, nous n'avions pas l'électricité dans notre case, mais



Elle est un miracle à elle seule. Née dans une famille de paysans pauvres, au pied du mont Kenya, Wangari Maathai est devenue une héroïne mondiale. Professeur de haut rang – en zoologie –, elle n'a jamais abandonné son peuple, et lancé l'un des plus fabuleux programmes de restauration écologique de tous les temps. Elle est depuis 2004 prix Nobel de la paix. Pour cause.



jamais nous ne nous sommes sentis pauvres.

Si je vous décris ces paysages, c'est parce qu'ils ont aujourd'hui disparu et que cette perte est une menace mortelle pour le Kenya, l'Afrique et peut-être le monde ».

Mais revenons à la famille de Wangari. En 1943, le père, Muta Njugi, devient le fermier d'un propriétaire terrien anglais, M. Neylan. Il part donc dans la vallée du Rift, près de la petite ville de Nakuru, en compagnie de son épouse, de ses deux premiers fils et de Wangari, qui a juste deux ans. « Les peuples indigènes, systématiquement évincés, raconte Wangari, avaient cependant droit à un petit lopin pour faire vivre leur famille

lorsqu'ils acceptaient de travailler pour les Blancs. C'était le cas de mon père, venu des montagnes, et issu d'un peuple robuste, travailleur et, du fait du climat en altitude, insensible à la malaria. Toute sa vie, il a travaillé à Nakuru pour le même propriétaire blanc, M. Neylan, au point de le considérer avec déférence comme un ami. Je ne suis hélas pas certaine que M. Neylan pensait à mon père dans les mêmes termes... ».

Comme il n'y a aucune école autour de la ferme, la mère de Wangari, Wanjiru Kibicho, ramène ses enfants à Ihithe en 1947. Les deux parents de la petite souhaitent donner à leurs enfants une bonne éducation, condition de leur réussite future. À huit ans, Wan- ►

► gari entre à l'école primaire, et à onze, elle rejoint l'internat de la mission catholique de Nyeri, créée par des prêtres italiens au début du XX^e siècle. La petite fille se révèle très douée pour les études et apprend avec rapidité la langue anglaise, qui deviendra pour elle essentielle. Elle se convertit au passage au catholicisme, et prend – provisoirement – le prénom chrétien de Marie Joséphine. Son catholicisme est si fervent qu'elle rejoint la Légion de Marie, dédiée au service de Dieu par l'attention apportée aux hommes, en particulier ceux qui sont dans la détresse.

Première de sa classe, elle termine ses études à Nyeri en 1956, alors qu'elle vient d'avoir quinze ans. Dans la société coloniale de l'époque, un tel niveau d'excellence chez une jeune Noire est déjà une étonnante exception. Mais ce n'est pourtant qu'un début. L'adolescente, compte tenu de ses résultats, est envoyée dans la seule école supérieure ouverte aux filles du Kenya, la Loreto High School, une autre institution catholique installée dans la petite ville de Limuru, à une quarantaine de kilomètres de Nairobi.

Elle en sort diplômée en 1959 et envisage alors de rejoindre l'université de l'Afrique de l'Est, à Kampala (Ouganda). Mais le sort va en décider autrement. Les Etats-Unis, qui combattent sans relâche l'influence soviétique sur le continent africain, anticipent les indépendances, et craignent une poussée communiste chez les nationalistes. Alors que John Kennedy dirige le pays, l'Amérique décide d'accorder des bourses universitaires à des étudiants africains, dans l'espoir qu'ils formeront l'ossature administrative des nouveaux États. Au Kenya, 300 jeunes sont sélectionnés, parmi lesquels Wangari, qui part étudier aux Etats-Unis en septembre 1960.

Étudiante dans une université de l'Arkansas, à Atchison, elle y accumule des diplômes. D'abord en biologie, puis en chimie et en allemand. Après avoir obtenu un *Bachelor*

« Ces paysannes, qui venaient parfois des régions mêmes de mon enfance, se plaignaient toutes de la pauvreté. De la dureté du quotidien. De l'assèchement des terres. La rivière Gura était désormais noire, le débit faible. »

of Science, elle réussit à Pittsburgh un *master's degree* en biologie, puis un *Master of Science* et noue ses premiers liens avec des écologistes avant l'heure, qui bataillent contre la pollution de l'air. Ses titres lui permettent d'être recrutée par l'université kenyane de Nairobi comme maître assistante en zoologie.

Ce qui pourrait être un triomphe devient un cauchemar. À peine a-t-elle mis le pied au Kenya qu'elle découvre que son poste a été promis à un autre. Un homme d'une autre ethnie. Elle ne cessera jamais de penser qu'elle a été victime d'une des plaies de tant de sociétés humaines. En tant que femme. En tant que femme kikuyu. Déçue, elle accepte un job de fortune avant d'être secourue par le professeur allemand Reinhold Hofmann, qui lui offre un poste dans un laboratoire tout récemment créé à l'école de médecine vétérinaire de l'université de Nairobi. Il s'agit évidemment d'une première consécration.

Nous sommes alors en 1966, année de la rencontre entre Wangari et un jeune Kenyan qui a lui aussi étudié aux Etats-Unis, Mwangi Mathai. Ils se marieront quelques années plus tard, en 1969. L'époque est heureuse pour la jeune femme, pleine d'espoir et d'enthousiasme. Le professeur Hofmann lui permet d'aller compléter sa formation universitaire en Allemagne, d'abord à Gießen, puis à Munich. En 1971, elle devient la première femme d'Afrique de l'Est à obtenir un doctorat scientifique.

Parallèlement, jeune mariée, elle met au monde le premier de ses trois enfants en 1970. Serait-elle en train de réussir une vie certes brillante, mais finalement ordinaire ? La réponse est non. Car elle n'a rien oublié de son enfance au pied du mont Kenya. Et rien non plus de la fragilité des sources et des forêts. Poursuivant sa carrière univer-

sitaire – toujours plus haut –, elle s'engage dans différents mouvements sociaux et écologiques. En faveur des femmes et de la nature. À la fois *au National Council of Women of Kenya* (NCWK) – *Maendeleo ya wanawake* en swahili, ou Conseil national des femmes du Kenya – et à *Environment Liaison Centre*. C'est au cours des années 70 qu'elle va comprendre, pour ne plus l'oublier, les liens entre la pauvreté et la dégradation écologique. « À Nairobi, où j'enseignais à l'université, explique-t-elle, je fréquentais les mouvements féministes qui essaient en Afrique dans les années 1970. On y trouvait des femmes très éduquées comme moi, mais aussi des analphabètes venues de la campagne. Lorsque ces dernières m'ont dit qu'elles n'avaient plus assez d'eau potable, ni de petit bois pour le feu, ni de nourriture pour leurs enfants, lorsqu'elles ont parlé de l'abattage des arbres et des champs de thé, j'ai compris que quelque chose de grave s'était produit. Ces paysannes, qui venaient parfois des régions mêmes de mon enfance, se plaignaient toutes de la pauvreté. De la dureté du quotidien. De l'assèchement des terres. La rivière Gura, si pure et si tumultueuse autrefois ? L'eau y était désormais noire, les pierres figées, le débit faible ».

Tel est le début d'une idée extraordinaire, connue sous le nom de mouvement de la Ceinture verte (*Green Belt Movement*). Sous couvert de l'association *Envirocare Ltd*, elle crée une première pépinière de plants d'arbres, tenue en main par des femmes, dès 1974. Pour être sincère, le succès n'est pas au rendez-vous, faute notamment de soutiens et de financement. Mais le mouvement est bel et bien lancé, et ne s'arrêtera plus. Le 5 juin 1977, jour de la Terre, une marche du NCWK part du cœur de Nairobi jusqu'au parc Kamukunji, dans la lointaine banlieue. Sept arbres sont plantés dans l'allégresse, en l'honneur de sept responsables historiques des communautés kenyanes. Le reste du

Green Belt Movement appartient à l'épopée.

Des milliers, plus tard des dizaines de milliers de femmes paysannes sont mobilisées au service des arbres et d'elles-mêmes. Car là est le secret de cette formidable réussite. Les femmes engagées dans le mouvement ne se contentent pas de créer des pépinières, par centaines, dans les villages, et de replanter des arbres. Elles apprennent ou réapprennent la manière d'utiliser de manière soutenable le bois de chauffage, d'obtenir de la nourriture à partir des produits forestiers, de renouer avec l'art ancestral de l'apiculture. En somme, ces femmes deviennent des pratiquantes d'une culture ancestrale, mais oubliée : la sylviculture.

La morale est simple : planter des arbres rapporte. L'association, en mobilisant quantité de forces économiques dispersées, rétribue le travail accompli, qui en retour permet de spectaculaires réapparitions de la vie, animale comme végétale. Ce cercle vertueux a permis de planter en une quarantaine d'années environ quarante millions d'arbres. Ah ! s'il existait une Wangari dans chaque pays. Mais tout n'est pas aussi merveilleux.

Mariée on l'a dit, en 1969, Wangari commence à connaître des problèmes avec son mari, qui mène une carrière politique nationale. En 1977, année de la création du *Green Belt Movement*, celui-ci, Mwangi Mathai, décide de la quitter. Après deux ans de séparation, il réclame le divorce à l'aide d'arguments jugés par lui imparables : « Elle est, affirme-t-il, trop éduquée, trop forte, trop têtue, et elle veut trop prendre les choses en main ». Le juge lui donne raison, ce qui indigné Wangari au point qu'elle donne une interview très dure à un magazine kenyan. Elle y déclare que le juge est soit incompetent, soit corrompu. ►

Sept arbres sont plantés aux confins de la ville, dans le célèbre parc Kamukunji, en l'honneur de sept responsables historiques des communautés kenyanes. Le reste du Green Belt Movement appartient à l'épopée.

► Elle écope de six mois de prison. Grâce notamment à son avocat, elle ne passe cette fois que trois jours en cellule.

Sous la présidence de Daniel Arap Moi, élu en 1978 à la tête du Kenya, elle sera emprisonnée à plusieurs reprises, et devra même s'exiler en Tanzanie. Il faut dire que Wangari ne cède jamais. Elle parvient à obtenir l'abandon de la construction d'une tour de soixante étages dans Uhuru Park, le grand jardin public de Nairobi. Pis : elle conteste au président Arap Moi, très critiqué pour sa politique tribale et la corruption de ses proches, le droit de construire une somptueuse résidence qui condamne un bout de forêt. Est-elle folle ? Tout au contraire, elle se présente aux élections présidentielles de 1997 – un lourd échec –, avant de devenir députée en 2002, puis ministre de l'Environnement en 2003.

Le fabuleux hommage du Prix Nobel de la Paix, accordé en 2004, aurait tourné la tête de bien d'autres personnalités. Mais Wangari ne peut décidément oublier les paysans et le mont Kenya de son enfance. En septembre 2007, elle se rend au Cameroun en qualité d'« ambassadrice de bonne volonté pour l'écosystème du bassin du Congo ». Une réunion de notables doit avoir lieu pour tenter une fois encore de sauver ce qui peut l'être d'une forêt tropicale somptueuse qui s'étend sur près de deux millions de kilomètres carrés. Wangari sort un matin de son bel hôtel de luxe. Perché sur une colline, « *il surplombait la ville et offrait une vue imprenable sur le mont Cameroun, point culminant de l'Afrique de l'Ouest* ». Mais sur la colline d'en face, Wangari observe des paysans, dont des femmes, qui préparent un champ. Une vision banale dans toutes les villes africaines, où la terre voisine avec la pierre.

Un détail – qui n'en est pas un – attire son attention : une paysanne creuse des sillons dans le sens de la pente. Elle en est aussi stupéfaite que meurtrie. Car cette façon de

faire condamne l'avenir. Au lieu de creuser perpendiculairement à la pente pour limiter l'érosion, la méthode conduira inévitablement à la disparition du sol, entraîné avec les premières pluies jusqu'au bas de la colline.

« *J'avais une certitude, explique-t-elle : si nous ne pouvions pas travailler avec les millions d'agriculteurs camerounais, avec les dizaines de millions d'agriculteurs des dix pays de la région du bassin du Congo, et de fait de toute l'Afrique – alors notre action serait vouée à l'échec. Nous ne sauverions jamais les forêts du Congo, et nous ne parviendrions jamais à enrayer la désertification qui, dans tout le continent, gagne inexorablement du terrain* ».

Telle est restée la fille de paysans du mont Kenya, pour notre plus grand bonheur. « *Si j'ai pu remarquer cette femme, conclut Wangari, c'est parce que j'ai moi-même travaillé avec des gens comme elle lors de la campagne de reboisement du mouvement de la Ceinture verte* ». Exactement ce que l'on s'apprêtait à écrire. • **FABRICE NICOLINO**

Les citations de Wangari Maathai sont extraites de deux de ses livres, *Celle qui plante des arbres*, et *Un défi pour l'Afrique* (éditions Héloïse d'Ormesson). D'un portrait paru dans le quotidien *Le Monde*, sous la plume d'Annick Cojean et Raphaëlle Bacqué. De différents textes parus en langue anglaise.



MARTIN SOTELD / CREATIVE COMMONS.ORG

Comment a-t-elle fait ? Quand on se penche sur la vie de Wangari Maathai, on ne peut que s'interroger sur la force intérieure de cette femme africaine, fille de paysans devenue ministre et Prix Nobel de la Paix.



© HELLO-VAN INGEN

UNE IMAGE
UNE INFO

Vu du ciel et de la terre. On reste un instant muet. Car l'équilibre, car l'harmonie, car la beauté se marient mal avec les seules paroles humaines. Dans cette vision d'un village guinéen, saisie depuis un engin volant, on verra la preuve indiscutable que les hommes savent vivre. Livrés à leur intelligence et à leur sens de l'art, ils parviennent à constituer au sol des figures admirables qui prennent tout leur éclat depuis les cieux. Le toit de leurs cases. Leurs haies et arbres. Leurs champs peignés à la perfection, avec un sens incompréhensible des proportions et de la mesure. Le tout n'évoque-t-il pas un magnifique dessin ? Ou un dessein ?

3 questions à



Bertrand Tustes...

Fondateur de l'association UniversL (www.universl.org), qui soutient des projets de développement notamment en Inde. Dans son parcours, Bertrand s'est aussi spécialisé dans la « théologie du dialogue » et sur les questions de l'insertion sociale (contact@universl.org).



...et Antoine Sondag

Responsable « Etudes et Recherches » à la Direction « Action et Plaidoyer International » du Secours Catholique, l'une des belles associations françaises (antoine.sondag@secours-catholique.org).

PROPOS RECUEILLIS PAR DOMINIQUE LANG

Les grandes crises actuelles, particulièrement la crise alimentaire, mettent à jour les déséquilibres de la mondialisation. Y a-t-il des réponses nouvelles à ces défis ?



« Il y a assez de tout pour satisfaire aux besoins de l'homme, mais pas assez pour assouvir l'avidité de tous ». Même si ces mots de Mahatma Gandhi sont du siècle précédent, ils prennent encore plus de sens en 2011 : à l'heure du « marché-monde », déséquilibres et inégalités sont plus que criants, et l'Inde en est sûrement la plus parfaite illustration.

Pour l'instant nous parons « au plus pressé », à savoir assurer des programmes de nutrition dans deux centres sur New Delhi et Pune. Même si l'on essaie de faire en sorte que les aliments proviennent de marchés locaux, il faut aller plus loin. Nous devons nous rapprocher des zones rurales, pour tâcher de passer d'une réponse de l'urgence à une réponse durable.



Il faut être prudent dans l'usage du mot crise. Quelles sont les vraies crises ? en quoi sont-elles nouvelles ? On doit distinguer les crises médiatisées en France... et les réalités les plus importantes de notre planète : la pauvreté de masse, qui touche la moitié de l'humanité et que l'on pourrait réduire – éradiquer peut-être ? – moyennant des dépenses qui sont à notre portée. Les objectifs du Millénaire pour le Développement sont atteignables, c'est une question de volonté politique. On ne peut invoquer aucune crise face à ce tableau.

Notre rôle est de rappeler qu'il n'y a pas de « catastrophe naturelle ». Les dégâts humains viennent du fait de la pauvreté qui oblige des populations à vivre dans des zones dangereuses (séisme, delta inondable...) sans protection suffisante car les normes de construction antisismique ne sont pas respectées, car les populations locales n'ont pas de réserves suffisantes pour résister aux aléas climatiques, car le changement climatique fait des ravages dans les populations qui sont les moins responsables des changements incriminés...

Les pays du Sud apportent des réponses nouvelles aux questions de développement. Qu'ont-ils à nous apprendre que nous n'avons pas saisi nous-mêmes ?



Oui, il y a un vent de changement. Les « assistés » d'hier sont les acteurs d'aujourd'hui et déjà les innovateurs de demain. De plus en plus, des liens et des actions « Sud-Sud » font jour. A la fois au niveau international, où des Africains de l'Ouest n'hésitent pas à se rapprocher d'Indiens ou de Bangladais pour apporter des solutions à des problématiques communes. Mais aussi à l'échelle locale, où dans un pays comme l'Inde, des jeunes étudiants investissent temps et compétences auprès d'ONG indiennes dans leur ville d'études.

Alors que les pays occidentaux pouvaient se croire les acteurs principaux et incontournables du développement, ils apprennent à être un « partenaire » comme un autre et surtout à faire retour sur eux-mêmes. Parler de « société civile », de « développement durable », de « démocratie » ailleurs c'est bien, mais nous ici, dans notre regard comme dans nos pratiques, qu'en est-il ? Et si le Sud nous redonnait le Nord ?



Les ONG de solidarité sont assez sceptiques sur les prétendues recettes de développement imposées par la Banque Mondiale et cautionnées par nos gouvernements. Notre stratégie centrale consiste à soutenir des partenaires de la société civile dans les pays du Sud. Nous défendons une conception large du développement : « Tout l'homme et tous les hommes ». Ce développement comporte une dimension sociale et solidaire : le développement doit profiter à tous. Pas de développement dans une société excessivement inégalitaire. Pas de développement s'il n'y a pas de participation de tous à la gestion des affaires. Ce développement ne vise pas seulement à augmenter le PIB, mais vise aussi à améliorer le bien-être des populations...

Si les pays du Sud ont quelque chose à « nous » apprendre, il faut d'abord leur faciliter la participation au débat.

Les projets écologiques et de solidarité, sur le terrain, ne séparent plus le respect de la terre et le respect des humains qui y vivent. Constatez vous cela à votre niveau ?



Nous retrouvons une vision plus globale et sage. Avoir un superbe programme de prévention du sida, c'est bien. Mais s'il concerne des personnes n'ayant accès qu'à une eau polluée et n'ayant aucune ressource alimentaire, cela en devient presque indécent et ridicule. Education, santé et écologie commencent de plus en plus à marcher ensemble, comme dans cette « école-ferme » que l'association UniversL va soutenir.

Il faut ajouter la dimension incontournable de la religion ! Nul besoin de préciser combien des religions dites « traditionnelles », en Amérique du sud ou en Asie, ont mené ensemble ces trois univers. Aujourd'hui l'Eglise catholique, tant à travers des actions concrètes que des réflexions théologiques, travaille sur ces liens. De même qu'en Inde par exemple, une grande activiste comme Vandana Shiva, enracine son combat dans de la spiritualité hindoue. A l'aube du XXI^{ème}, Terre et Ciel, hommes et femmes, se retrouvent ensemble pour et autour de la Vie et du vivant.



C'est le grand défi pour les « anciennes » associations caritatives ou de solidarité internationale telles que la nôtre. Montrer que les préoccupations écologiques et sociales convergent. Ne pas laisser croire que le souci de l'environnement est un dada de bobos ou de classes moyennes supérieures. Rappeler que les populations pauvres sont les premières victimes des pollutions et des dérèglements climatiques. Montrer que les inégalités sociales nourrissent la crise écologique. La richesse excessive et la pauvreté extrême sont responsables de nombreuses dégradations environnementales et d'un modèle économique non durable. En appeler à un autre modèle économique et de vie en société, fondé sur une prospérité partagée et une solidarité avec les démunis d'aujourd'hui et de demain : les générations à venir. Changer de paradigme !

LIVRES CHOISIS

Commençons par un classique, mais un classique dérangeant. Gilbert Rist est professeur honoraire à l'Institut universitaire d'études du développement (IUED) de Genève. Il a également travaillé pour l'Université des Nations unies, et il est l'auteur d'un livre passionnant : **Le développement, histoire d'une croyance occidentale** (Sciences Po, Les Presses). Remontant aux sources du mot développement, qui recouvre tant de réalités différentes et parfois contradictoires, il nous conduit droit à un discours du président américain Harry Truman, en 1949, fondateur des relations entre le Nord et le Sud. La thèse centrale de Rist ne peut que prêter au débat : selon lui, la notion de développement, mythe et croyance, ne pouvait qu'échouer. Il faudrait donc repenser.

Et pourquoi pas avec l'Iranien Majid Rahnema ? Longtemps ambassadeur de son pays, il l'a représenté auprès des Nations unies de 1957 à 1971. Grand voyageur dans les pays du Sud, Rahnema mûrit une vision qu'il finit par délivrer dans un livre remarquable paru en 2003 – il a 79 ans – sous le titre explicite : **Quand la misère chasse la pauvreté** Fayard/Actes Sud). Il y distingue deux réalités souvent confondues, mais pourtant éloignées. D'une part la pauvreté, dont le synonyme pourrait être sobriété. Et d'autre part la misère, spectre insupportable qui interdit la dignité et humilie dans les tréfonds.

Wangari Maathai, prix Nobel de la paix kenyane de 2004 (voir page 42), aura vu au long de sa vie la pauvreté comme la misère. Et elle a décidé, comme on le sait, de changer l'ordre injuste qui marginalise les plus pauvres. Il faut signaler deux livres traduits en français, et qui sont d'excellentes introductions à une autre façon de combattre les crises écologique et sociale. D'abord, **Celle qui plante les arbres** (Héloïse d'Ormesson, 2007), autobiographie inspirée. Puis **Un défi pour l'Afrique** (Héloïse d'Ormesson, 2010), où elle tente de relier les fils de son expérience au Kenya avec ceux, si complexes et entremêlés, du continent africain. On ne peut qu'être frappé par l'intensité de son engagement.

Traversant le continent d'Est en Ouest, on arrive tôt ou tard au Mali, pays d'Aminata Traoré. Née dans une famille de douze enfants, elle est devenue docteur en psychologie sociale et a été ministre de la Culture. Devenue depuis 2000 une figure de l'altermondialisme, elle a écrit de nombreux livres remarquables en France, dont **Le viol de l'imaginaire** (Fayard, 2002) et **L'Afrique humiliée** (Fayard, 2008). Citation de ce dernier : « L'humiliation du continent africain ne réside pas uniquement dans la violence, à laquelle l'Occident nous a habitués. Elle réside également dans notre refus de comprendre ce qui nous arrive ».

Comment oublier, si l'on veut créer et rêver encore le Japonais Masanobu Fukuoka (1914-2008). Près d'un petit village de l'île de Shikoku, au sud du Japon, cet homme stupéfiant a mis au point une méthode d'agriculture sans labour, appelée « agriculture sauvage ». Avec un minimum d'intervention, il semble bien avoir obtenu sur sa fermes des rendements agricoles comparables aux exploitations les plus intensives. À lire, en tout cas, son livre culte : **La révolution d'un seul brin de paille** (Guy Trédaniel Éditions). Enfin, revenons à la sagesse primordiale avec Pierre Rabhi, que nous avons interviewé dans notre dernière livraison. Parmi les nombreux livres qu'il a écrits, signalons le dernier, **Vers la sobriété heureuse** (Actes Sud, 2010). Pour notre ami, seul un tournant consenti vers la modération de nos besoins et désirs matériels permettra de trouver une voie humaine aux difficultés de ce monde.

POUR ALLER À LA RENCONTRE DU TERRAIN

Exceptionnellement, cette partie de la page Ressources ne contient que des rendez-vous avec des associations de terrain. Car en l'occurrence, nos relations avec le Sud ne peuvent s'inscrire qu'au travers d'un mot et d'un seul : l'action.

Frères des Hommes est une « association de solidarité internationale qui lutte contre la pauvreté dans le monde et qui sensibilise et forme les citoyens européens aux enjeux d'un développement solidaire ». Tout est dit ou presque dans cette autoprésentation. Signalons que Frères des hommes, présent en Asie, en Afrique et en Amérique latine, insiste sur l'agriculture paysanne et l'économie solidaire.

● **Frères des Hommes**, 9 rue de Savoie, 75006 Paris – France
Tél. +33 (0)1.55.42.62.62

● **Site internet** : www.fdh.org

Enda est une association à part. Créée en 1972 à Dakar, par Jacques Bugnicourt, elle y maintient son siège, dans des conditions proches de celles des habitants de la ville. Pour ne donner qu'un exemple, les bureaux n'y sont pas climatisés. Avec 16 équipes au Sénégal et 14 antennes dans le monde, Enda est désormais une référence. Son obsession : s'appuyer sur les communautés locales, de femmes, de jeunes, de pêcheurs, et sur leurs coutumes ancestrales.

● **Enda-Europe** dispose d'un siège parisien : 5 rue des Immeubles Industriels 75011 Paris +33 (0)1 44 93 87 40.

● **Site internet** : www.enda-europe.org

Emmaüs International. Un prolongement, certes, du mouvement français, mais plus que cela. Voici comment l'association se présente : « Un mouvement de solidarité internationale pas comme les autres ! Ce sont des milliers d'hommes et de femmes dont l'action trouve sa motivation dans des phrases simples : "servir premier le plus souffrant" et "lutter contre les causes de la misère". Ce ciment du mouvement est décliné par les groupes selon les pays, selon les contextes ».

● **Emmaüs International**, 47 avenue de la Résistance, 93104, Montreuil Cedex. Tél. : 01 41 58 25 50.

● **Site Internet** : <http://emmaus-international.org>

Agrisud International mise beaucoup sur l'agroécologie pour aider à mettre en mouvement les pauvres du monde. Autoprésentation : « Tout peut changer le jour où une femme ou un homme pauvre est mis en situation de produire des biens ou des services qui répondent à une demande. Elle ou il deviendra tout petit entrepreneur. Il dirigera une très petite entreprise (TPE), qui lui procurera des revenus réguliers ».

● **Agrisud**, 48 rue de la Sablière, 33500 Libourne. Tél. : 05 57 25 17 06. Bureau parisien : 195 boulevard Saint-Germain, 75007, Paris. Tél. : 01 58 50 41 63.

● **Site Internet** : www.agrisud.org

Artisans du monde. « Réseau de distribution associatif et militant, Artisans du Monde défend, depuis 1974, une vision engagée du commerce équitable. Les magasins Artisans du Monde sont des lieux où le public peut acheter 100% de produits issus du commerce équitable, mais également s'informer, s'éduquer et s'engager en faveur d'un commerce mondial plus juste ».

● **Artisans du monde**, 44-52, rue George Sand / 94 400 Vitry-sur-Seine. Standard téléphonique : 01 83 62 83 93.

● **Site Internet** : www.artisansdumonde.org

La Cimade. Cette association protestante, née pendant la Seconde Guerre mondiale, se définit ainsi dans l'article 1 de ses statuts : « La Cimade a pour but de manifester une solidarité active avec ceux qui souffrent, qui sont opprimés et exploités et d'assurer leur défense, quelles que soient leur nationalité, leur position politique ou religieuse ». L'association mène de très nombreuses actions de solidarité dans les pays du Sud.

● **Cimade**, 64 rue Clisson, 75013 Paris. Tél. : 01.44.18.60.50. Mail : infos@lacimade.org

● **Site Internet** : www.cimade.org

AU GRAND PAYS DE L'ESPOIR



DÉPART OU ARRIVÉE ?

Il y a des photos qui résument le monde. Celle-ci en fait partie. Nous sommes à Kayar, un port de pêche sénégalais à 60 kilomètres au nord de Dakar. Il faut avoir vu le spectacle de l'arrivée des pirogues pour mieux comprendre encore. Chaque soir, des centaines d'embarcations déchargent des tonnes de poisson qui nourrissent toute la région. Pendant ce temps, plus au large, les gros chalutiers du Nord, de Russie ou de Corée ruinent chaque jour un peu plus ces côtes si poissonneuses. Mais Kayar est aussi connu pour ses bateaux surchargés de jeunes partant à la nuit en direction des Canaries et de l'Europe, au péril de leur vie. Aussi bien peut-on se demander ce qu'on voit sur la photo : des jeunes qui accourent pour le poisson, ou des candidats à l'exil ?



Jean-François Hellio et Nicolas Van Ingen signent ensemble leurs photos, au point qu'on ne peut distinguer,

dans leur travail, qui a fait quoi. Outre qu'ils sont de merveilleux professionnels, nous apprécions d'autant plus ces photographes qu'ils aiment la nature comme les hommes. Après avoir magnifié la région où ils vivent – la Brenne –, les deux hommes ne cessent de parcourir la planète, à la recherche de belles histoires. Des histoires vraies dans lesquelles les villageois cherchent et trouvent des solutions qui permettent de concilier les activités des hommes et les besoins de la nature. Une gageure ? Oui, mais surtout une nécessité.

SAUVER LES BOLONGS ET SES HABITANTS

Toubacouta ? Un village sénégalais ordinaire, mais fabuleux. Le grand océan Atlantique est tout proche, et le territoire est parcouru de bolongs, des chenaux d'eau salée, d'îlots, de bouts de forêts, de mangroves. Le parc national du delta du Saloum, où l'on peut rencontrer le très rare dugong, proche du lamantin, couvre 76 000 hectares. Ici comme ailleurs, les hommes cherchent leur nourriture, et la trouvent en partie en mer. Le poisson est essentiel aux habitants de Toubacouta, qui se sont associés à 13 autres villages alentour pour créer une Aire marine protégée. Sur cette photo, sous un arbre à palabres évidemment, on voit des villageois lancés dans une discussion animée. Sujet du jour : comment sauver les poissons ? Comment protéger la mer qui les nourrit ?



© HELLIO-VAN INGEN



L'HOMME A BESOIN DES ANIMAUX

Où sommes-nous ? Dans un archipel époustouflant dont personne ne parle jamais : les Bijagos. Situé devant la Guinée dite Bissau, il est formé de 88 îles et îlots. Tantôt savanes, tantôt forêts, leur surface abrite notamment des espèces de singes rares. Mais le plus extraordinaire se trouve en mer, surtout dans la zone de balancement des marées, où se développent de splendides mangroves. Sur la photo ci-contre, un homme regarde des tortues vertes à peine nées. Mais il ne fait pas qu'admirer. Il est allé les récupérer dans le sable, avant de les porter jusqu'à l'eau, où elles grandiront. De la sorte, il leur évite leur risque d'une rencontre avec un oiseau affamé, qui les avalerait d'un coup de bec. Pour les habitants de l'île de Canabaque, la tortue est un animal sacré.

© HELLIO VAN INGEN

CCFD-terre solidaire : un

« Le CCFD-terre solidaire n'est pas un simple regroupement d'associations différentes mais bien plutôt un élan pragmatique et spirituel au service de la promotion humaine. Historiquement, cela s'enracine dans l'appel lancé en 1961 par la FAO, l'organisme des Nations unies qui s'occupe notamment des questions agricoles et alimentaires.

Le pape Jean XXIII, reprit cet appel à son compte, en invitant les communautés chrétiennes à agir davantage sur cette question. En France, cela s'est traduit par la nécessité de mieux organiser la collecte de fonds pour soutenir les microréalizations déjà en place sur le terrain. Tout en conscientisant davantage la société. La naissance de ce Comité catholique contre la faim (CCCF) est donc une réaction à un scandale bien précis. Un peu à la manière de ce qui se passe dans la dynamique écologique : réagir face à l'inacceptable.

En 1966, le comité intègre l'idée de développement (CCFD). Autrement dit, on comprend alors que la lutte contre la famine doit s'attaquer aux causes et prendre en compte le contexte du développement des sociétés humaines à un moment précis. Enfin, en 2008, nous ajoutons « terre solidaire ». Une manière de souligner le fait que nous vivons aujourd'hui la crise de la mondialisation, de l'interdépendance. »

GUY AURENCHÉ, président du CCFD-terre solidaire

Le temps des acteurs non étatiques

Associations de solidarité, ONG environnementalistes ou humanitaires, syndicats altermondialistes, réseaux divers et variés... Depuis plusieurs décennies maintenant, ces nouveaux acteurs de la vie sociale et politique ont connu un développement exponentiel. Pour n'évoquer que les ONG internationales, on atteint désormais le chiffre impressionnant de 22 000. Plus difficiles à comptabiliser, le nombre d'ONG locales dans les pays du Sud se chiffrent en centaines de milliers.

Si les ONG ont d'abord massivement couvert le champ des urgences alimentaires et humanitaires, notamment après guerre, elles ont vu se développer aussi à leurs côtés les grandes ONG environnementa-

élan et des partenaires

listes. Les unes et les autres ont désormais un poids considérable, aussi bien économique que politique : les thématiques récentes du développement durable, de l'Agenda 21 mises en forme lors du sommet de Rio sont les résultats directs de leur capacité à intervenir dans les politiques internationales. Non sans paradoxes : certes leur lobbying est désormais performant, mais les moyens inégaux montrent qu'aujourd'hui, seules les ONG internationales sont écoutées par les instances internationales, au détriment des ONG locales. Plus complexe encore, les ambiguïtés d'un développement « durable », finalement assez facilement consensuel et flou, place ces acteurs associatifs dans des espaces aux degrés de liberté et de contestation parfois assez limités.

Finalement, c'est encore à partir des réalités locales que la tension entre réformisme et révolutions plus

profondes est encore la plus stimulante. L'émergence de réseaux de petits acteurs locaux, reliés notamment via les outils Internet, pourrait être la prochaine étape en cours, comme l'annonce sur un autre plan

Les moyens inégaux montrent qu'aujourd'hui, seules les ONG internationales sont écoutées par les instances internationales, au détriment des ONG locales.

le printemps arabe en cours. Avec tout le travail de régulation démocratique, de concertation et d'élaboration de valeurs communes que cela exige. La rencontre dans ce numéro des Cahiers

avec le CCFD, parmi bien d'autres réseaux d'acteurs, montre que c'est possible et nécessaire, tout en étant exigeant et parfois douloureux. Un travail toujours à reprendre. Ce qui est plutôt bon signe. • DOMINIQUE LANG

* Plus d'infos : <http://ccfd-terresolidaire.org/>

EN TUNISIE, L'APPEL DES OASIS

L'oasis tunisienne de Chenini, menacée par un complexe chimique, est confrontée depuis plusieurs décennies au problème d'alimentation en eau, la nappe phréatique étant polluée. La communauté des 14 000 habitants de cette oasis tentent malgré tout de développer leur agriculture vivrière, l'élevage et même l'apiculture. La production de dattes devenant peu rentable, un travail de mémoire pour les générations futures a été réalisé pour garder les savoir-faire des anciens. Il faut saluer ici le travail de l'Association de sauvegarde de l'Oasis de Chenini (Asoc) mais aussi de tous les autres membres du Raddo, le Réseau associatif de développement durable des oasis, qui travaillent autour de la préservation ces lieux de vie essentiels en zones arides. Le Raddo a lancé un appel urgent en 2002 : « *Estimant qu'elles paient un tribut injuste à un mode de développement arbitraire qui les condamne, les oasis refusent de mourir et lancent un appel au monde pour une mise en oeuvre effective du développement durable.* » En attendant, les associations de défense des oasis se sont mises au travail !

* Plus d'infos : www.raddo.org/



© CCFD-TERRE SOLIDAIRE

AU GUATEMALA, DES FAMILLES DE PAYSANS ÉCOLOGISTES

669 morts, 844 disparus, 120 000 personnes déplacées. Le triste bilan du passage de l'ouragan Stan en octobre 2005, donne la mesure de la catastrophe. Avec des infrastructures détruites par les coulées de boues, et une production agricole affectée à hauteur de

30 à 60%. Une catastrophe pour ces populations rurales souvent pauvres, qui ont perdu ainsi une grande part de leurs réserves en grains de base et de leur petit bétail. Depuis dix ans pourtant, un comité de paysan s'était mis en place, développant cultures organiques et semences créoles pour obtenir au final la mise en place d'un label de café « Justice ». Ce comité de l'Altiplano (CCDA), soutenu par le CCFD, travaille actuellement avec près de 150 familles de paysans et plus de 1000 familles de producteurs de café pour relancer la production de grains de base, tout en assurant la sécurité alimentaire de ces communautés. Le développement de « barrières vertes » pour stabiliser les sols et la reforestation avec des arbres fruitiers est aussi en cours.

Mais le passage de la tempête tropicale Agatha en 2009 a aussi mis à jour un nouveau défi colossal pour les paysans et les pêcheurs de la région : la contamination par des algues vertes et brunes et des cyanobactéries du grand lac voisin Atitlan (125 km²) – un des sites touristiques majeurs du pays. La Nasa a estimé en 2009 à 38% la surface du lac affectée par ces algues. En cause, les pratiques agricoles intensives – des calculs montrent que le lac recevait via les cours d'eau en 2002 près de 972 tonnes de nitrates et 380 tonnes de phosphates –, et l'exploitation excessive des roseaux du lac... Un défi de plus pour le CCDA.

* Plus d'infos : http://ccfd-terresolidaire.org/ewb_pages/p/partenaire_575.php
Contacts local : Leocadio Juracán : ccda_cafe_justicia@yahoo.com

Montpellier pour la biodiversité



Montpellier est une ville un peu à part. L'art des plantes y est développé bien plus qu'ailleurs en France, et le Jardin des Plantes de la cité y a été ouvert en... 1593, ce qui ne date pas d'hier. Ce qui rend encore plus intéressant le sondage réalisé en mai 2011 auprès de la population montpelliéraine dans le cadre de la fête de la biodiversité. Réalisé à la demande de la ville, ce sondage portait sur trois éléments clés : les représentations et connaissances des Montpelliérains ; la notoriété des actions menées par la Ville ; l'engagement des habitants (participation).

6 Montpelliérains sur 10 déclarent maîtriser la notion de biodiversité. Le résultat paraît étonnant, mais sait-on jamais. Quoi qu'il en soit, 55% des sondés définissent correctement la notion de biodiversité et 60% estiment que biodiversité et milieu urbain sont compatibles. Presque trop beau pour être vrai. Le meilleur est là : près de 8 Montpelliérains sur 10 sont favorables à des actions en faveur de la biodiversité et estiment celles-ci importantes. Un seul commentaire : en avant !

* Plus d'infos : www.biodiversite-montpellier.org/index.php

POURQUOI PAS DES COUCHES LAVABLES ?

Et si c'était une bonne solution ? L'alternative n'est plus entre les couches jetables – un gaspillage fou – et d'épuisantes lessives. L'association Bulle de coton vient d'organiser en France, du 16 au 22 mai, la troisième Semaine internationale de la couche lavable. Parents, crèches, fabricants, revendeurs, maternités ont participé à cette petite aventure. La couche lavable d'aujourd'hui se met comme une jetable et s'adapte à la physionomie de chaque nouveau-né. Et elle respire ! À rapprocher des 4 milliards de couches en plastique jetées chaque année en France !

* Plus d'infos : www.bulledecoton.org

Ces pesticides qu'on trouve dans notre sang

Quand finira-t-on par dire la vérité sur les pesticides ? Imaginés avec les meilleurs intentions du monde il y a 70 ans et plus, ces produits chimiques de synthèse posent de graves problèmes de santé publique. Et l'actualité récente n'a rien de très réjouissant. D'abord, le très officiel Institut national de veille sanitaire (INVS) a découvert sans surprise des concentrations biologiques de pesticides dans un échantillon représentatif de la population.

Il s'agit d'une première dans notre pays. Selon cette étude, les Français ont plus de pesticides dans le sang que les Américains et les Allemands. 11 métaux, 6 PCB et trois familles de pesticides (organochlorés, organophosphorés et pyrèthrinoides) ont été retrouvés. Le paradichlorobenzène, utilisé notamment comme désodorisant dans les toilettes, a été retrouvé à des concentrations élevées. Commentaire de l'infatigable François Veillerette, porte-parole de l'association Générations Futures : « Cette étude complète l'enquête publiée par notre association sur la contamination de nos aliments par des polluants comme les pesticides ou les PCB. Elle démontre une contamination généralisée des organismes des Français par des produits dont beaucoup sont des cancérigènes suspects et/ou des perturbateurs endocriniens ».



© SPECTRAL-DESIGN - FOTOLIA.COM

L'ÉLECTRICITÉ SOLAIRE EST NOTRE AVENIR

Au moment où vous lisez ces lignes, l'événement aura peut-être déjà eu lieu, mais il mérite un coup de chapeau. Le syndicat des énergies renouvelables organise à Paris le 7 juillet 2011 les Rencontres du solaire thermodynamique. En deux mots, cette filière permet de produire de l'électricité à partir de la concentration des rayons du soleil. Les rencontres de juillet n'oublient pas la dimension commerciale et industrielle de l'affaire, mais devraient permettre, aussi, de faire le point sur la recherche en France et le financement si difficile de nombreux projets. Or le solaire thermodynamique est une partie de notre avenir énergétique. En effet, l'augmentation des prix des énergies fossiles et la lutte contre le dérèglement climatique imposent d'explorer des voies nouvelles. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit qu'elle pourrait fournir, à l'horizon 2050, jusqu'à 11,3% de l'électricité mondiale !

* Plus d'infos : www.enr.fr

Amnesty International, 50 ans et toutes ses dents

Petite cause relative, énormes conséquences. Nous sommes le 19 novembre 1960, et un avocat britannique, Peter Benenson, lit tranquillement son journal. Un article le fait sursauter. Au Portugal, alors sous la férule du dictateur Salazar, deux étudiants viennent d'être condamnés à sept années de prison pour avoir porté un toast à la liberté dans une taverne.

La nouvelle lui est insupportable, et il décide de lancer un appel public pour tenter d'obtenir leur libération. Il prendra la forme d'un article, publié le 28 mai 1961 dans le quotidien



The Observer, intitulé *Les prisonniers oubliés*. Il y évoque non seulement le sort des étudiants portugais, mais aussi celui du poète angolais Agostino

Neto et celui du Roumain Constantin Noica. Tel est le début de la formidable aventure d'Amnesty International, qui fête cette année les cinquante ans de son existence après avoir obtenu en 1977 le prix Nobel de la Paix.

Amnesty concentre depuis les origines la lutte contre la peine de mort, la torture, la défense des réfugiés et des opposants politiques. Deux règles d'or : le refus de prendre parti sur la nature des conflits politiques, et le soutien individualisé aux victimes, notamment par l'envoi de lettres régulières aux prisonniers et aux autorités responsables de leur situation.

Chaque année, soutenue par trois millions de membres dans le monde entier, Amnesty publie un rapport qui fait trembler les dictateurs, sans toujours épargner les démocraties. En cinquante ans d'une magnifique existence, l'association a permis la libération de dizaines de milliers de personnes et soutenu le moral d'un nombre incalculable de victimes de la folie humaine.

Amnesty, une somptueuse lumière dans le noir de la nuit.

* Plus d'infos : www.amnesty.fr

La Bièvre redécouverte

Signe des temps ? Nos villes, de plus en plus denses, prennent aussi de plus en plus la mesure des quelques traces de vie sauvage qui demeurent dans le tissu urbain. L'aventure de la Bièvre est exemplaire à cet égard. Cette rivière des Yvelines, longue de 36 km, traverse en bout de course cinq communes de la banlieue sud de Paris, de Fresnes jusqu'à Gentilly, pour se jeter dans la Seine parisienne. Une traversée bien discrète puisque la rivière était durement canalisée

depuis plus d'un siècle, et transformée en égout. On imagine ce qu'il restait de cette « rivière aux castors » (« bièvre » en vieux français) au long de laquelle Rabelais et quelques poètes de la Pléiade notamment venaient flâner. Il faudra quelques utopistes dans les années 80, isolés et persévérant, pour que le regard change peu à peu et que le désir d'une rivière au cœur de la cité reprenne sens. Désormais une dynamique nouvelle est en marche. De nombreux acteurs officiels du territoire,

avec les associations locales, sont en passe de réussir l'exploit. Depuis 10 ans, un nettoyage en profondeur a été orchestré pour mettre fin aux rejets des eaux usées dans le cours d'eau. Il s'agit maintenant de redonner son lit naturel à la rivière ! Deux parcours de 600 mètres de long, à l'Haÿ-les-Roses et à Arcueil-Gentilly vont redonner, d'ici 2014, de l'espace au cours d'eau, entre bassin de rétention à ciel ouvert et parc boisé et filtrant, ouverts aux visiteurs des quartiers environnants.

Morale de l'histoire ? C'est Patricia Tordjman, présidente de la communauté d'agglomération du Val-de-Bièvre qui la donne : « Nous sommes à un tournant de notre histoire. Il y a plus de 50 ans, on a fermé des rivières et ouvert des autoroutes. Aujourd'hui, on couvre les autoroutes et on rouvre les rivières. Le constat est symbolique et lourd de sens ».

* Plus d'infos : www.cg94.fr/bievre



BNF / GALILICA



TOTODUZZ/CREATIVECOMMONS.ORG

UN COLLOQUE FONDATEUR

Des rivières encore. Le 20 mai dernier, un colloque d'un nouveau genre s'est déroulé à Annecy autour de la « conservation des rivières sauvages », soutenu par nos amis de la revue Terre Sauvage. Rassemblant de nombreux acteurs officiels et associatifs, il a permis de poser des jalons importants pour la conservation de ces derniers « joyaux » de naturalité en France. Le Cheran et la Vaserine, deux petits cours de ce coin de Rhône-Alpes, ont été particulièrement à l'honneur. En attendant que d'autres les rejoignent dans ce stimulant projet de création d'un « réseau de rivières sauvages ».

* Plus d'infos : <http://rivieres-sauvages.fr/>

LA SAINT-JEAN AUTREMENT

Le 24 juin, sur le parvis de l'église Notre-Dame-de-la-Croix, à Ménilmontant (Paris), un grand feu célèbre traditionnellement la Saint-Jean. Cette année, la magie du feu s'accompagne de rencontres autour de brochettes et de pains produits pour les premiers par un éleveur bio d'Eure-et-Loir, pour les autres d'une boulangerie bio de Montreuil. On attendait, au moment de notre bouclage, pas loin de 500 personnes pour ce BBQ spirituel, bio et convivial.

* COURRIER DES LECTEURS

POUR DES PLANTATIONS RÉELLEMENT DURABLES

En écho à une initiative signalée dans le dernier numéro des Cahiers concernant l'huile de Palme, Jean-Yves Clavreul, lecteur assidu des Cahiers, lance un appel :

« J'aimerais proposer aux chercheurs du Cirad, de l'IRD, un challenge pour l'année internationale des Forêts. Pourquoi ne pas proposer des plantations de palmiers à huile pour restaurer des écosystèmes et recréer des forêts non sur le mode industriel mais des plantations où les familles et les communautés auraient leur place. (...) Il est possible d'imaginer des plantations se composant de 25% de palmiers à huile dans un système agroforestier à plusieurs étages avec du vivrier, des arbres fruitiers et des légumineuses pour l'alimentation du bétail. Ce système vivant permettrait de recréer le véritable biotope du palmier à huile. Ils n'auraient plus besoin d'engrais chimiques ni de pesticides. (...) Trouverons-nous des industriels qui auront assez la frite pour se lancer dans un tel programme ? »

Jean-Yves, qui travaille aussi de longue date sur la question de la riziculture, nous signale la sortie d'un guide pratique (sous la forme d'un fichier PDF) pour développer la technique du SRI dont nous avons déjà parlé dans les Cahiers. Un guide réalisé par le Centre Technique de coopération agricole et rurale (ACP-UE) – CTA. On peut se procurer le document à partir du site : www.cta.int

Pour mémoire, le SRI est une technique particulièrement intéressante pour limiter les émissions de méthane des rizières, par des pratiques nécessitant très peu d'eau et alternant avec des cultures de légumineuses complémentaires. La méthode développée par l'agronome jésuite Henri de Laulanié à Madagascar notamment permet de multiplier les rendements par deux ou trois, avec moins de semences

POUR RESTER EN LIEN

* Un site pour connaître et faire connaître

les Cahiers : www.les-cahiers.fr

* Un site pour rassembler les contributions

et réflexions des "amis des Cahiers" et pour suivre les projets en cours : www.saintlambert.wordpress.com/;

* Un site d'information sur les Eglises

et la question écologique animé par Dominique : www.ecologyandchurches.wordpress.com

et moins d'eau. Une technique idéale pour une agriculture familiale respectueuse de l'environnement. Aujourd'hui, elle est pratiquée dans plus de trente pays grâce aux efforts du Professeur Norman Uphoff du Cornell International Institut for Agriculture and Développement (CIIFAD) de New-York .

* Contact : jean-yves.clavreul@wanadoo.fr

UN VIEUX TEXTE TOUT NEUF SUR LE NUCLÉAIRE

Un ami lecteur des Cahiers nous envoie un extrait d'un texte écrit par Alvin Weinberg, physicien nucléaire réputé et directeur pendant de longues années après guerre du centre de recherche nucléaire d'Oak Ridge (USA).

« Nous, techniciens du nucléaire, avons conclu comme Faust, un pacte avec la société. D'une part, nous lui offrons une source d'énergie... Mais le prix que nous réclamons pour cette énergie magique est à la fois une vigilance sans relâche et une longévité des institutions sociales à laquelle nous ne sommes pas du tout habitués... Il y aurait relativement peu de problèmes avec les déchets radioactifs si l'on pouvait supposer qu'il y aura toujours auprès d'eux des gens intelligents pour faire face aux éventualités que nous n'aurons pas prévues. Si les « parcs nucléaires » que j'ai suggérés [l'auteur propose de créer des tels parcs de 20 000 MW où l'ensemble de la chaîne nucléaire serait enfermé] deviennent des traits permanents de notre civilisation, nous avons probablement maintenant l'organisation sociale et peut-être les sites nécessaires pour entamer une gestion perpétuelle de nos déchets... Les connaissances et le soin requis par la construction et le bon fonctionnement des centrales nucléaires et de leurs installations annexes sont une chose à laquelle nous devons nous engager pour toujours, tant que nous n'avons pas trouvé d'autre source indéfinie d'énergie qui soit praticable. La découverte de la bombe (nucléaire) a imposé une exigence additionnelle à nos institutions sociales : elle a provoqué la formation d'une prêtrise militaire dont dépend en quelque sorte notre survie. Il me semble (et je répète ici les idées exprimées par Wilfred Johnson, commissaire à l'énergie atomique) que l'énergie civile imposera probablement à notre société des exigences analogues, et peut être de plus longue durée. »

Le texte date du 7 juillet 1972. Comme le temps passe... Sur la question toujours actuelle des déchets nucléaires, on pourra découvrir avec intérêt le documentaire sorti le 18 mai dernier au cinéma intitulé : *Into Eternity*, du réalisateur Michael Madsen. •

PENSER, AGIR, VIVRE AUTREMENT EN DÉMOCRATIE

Extraits de la «plateforme commune
des organisations pour un pacte civique»

Nous reproduisons ici un appel élaboré par un collectif d'associations (1) dans le cadre des débats nationaux en cours. Partant de la dynamique de la prise de conscience écologique qui a su faire bouger les habitudes, ce «pacte civique» voudrait soutenir l'émergence d'un contrat social et citoyen renouvelé, où chacun, comme personne ou collectivité, s'engage à modifier ses conduites, pour privilégier celles qui sont porteuses de sens.

La crise ouvre une nouvelle époque en France, en Europe et dans le monde. C'est une conviction autour de laquelle un collectif d'associations s'est constitué dans un double but : analyser et agir ensemble. Ses réflexions et propositions s'articulent autour des quatre points suivants.

Une crise qui vient de loin et qui ébranle nos certitudes

La force et la brutalité de la crise, évidentes pour tous, ne doivent pas nous leurrer : elle vient de loin. Elle est le résultat de tous les défis non affrontés, de tous les avertissements non entendus, de tous les déséquilibres accumulés, de toutes les démesures tolérées, donc de tous les changements qui n'ont pas été faits à temps.

Il est question de la crise ; or, elle en additionne au moins trois, ce qui explique son ampleur particulière : la crise sociale (...), la crise écologique (...), la crise économique et financière (...). Ces crises, aggravées par le laisser-faire individualiste qui les a accompagnées, sont l'expression d'une crise culturelle et morale de nos sociétés.

Face à cette situation, plusieurs approches sont proposées : les uns mettent l'accent sur le manque de cohérence entre nos comportements et nos idéaux

et sur les changements à opérer dans la manière de produire, consommer, épargner, investir. Certains prônent ainsi un bouleversement du système économique, même s'il n'y a pas actuellement d'alternative évidente. D'autres mettent d'abord leur espoir dans une généralisation des multiples initiatives et expérimentations mises en œuvre, notamment dans l'économie sociale et solidaire. D'autres enfin insistent sur le fossé qui s'est creusé entre la représentation politique et la société. Mais tous nous estimons qu'il faudra tenir compte de ces différentes attitudes et que les multiples déséquilibres actuels ne seront pas résolus par de simples solutions «régulationnistes». Celles-ci ne permettront pas de repartir comme avant.

Cette crise nous conduit à revisiter nos certitudes à travers une triple prise de conscience, (celle des) limites de la nature (...), des limites de l'intérêt personnel (...), des limites de l'accumulation des désirs de tous ordres. (...) Nous sommes en présence non seulement d'une crise de confiance, mais d'une crise de foi dans l'automatisme du progrès. (...)

La crise oblige à mobiliser des potentiels humains mal reconnus mais disponibles

Pour autant, il importe de ne pas se complaire dans des analyses anxigènes de la crise et d'anticiper les risques de régression qui pourraient en résulter. (...) Pour y parer, il faut protéger les plus faibles par un bouclier social renforcé et rétablir la confiance en s'appuyant sur ce qui constitue la colonne vertébrale de nos sociétés : l'option pour la démocratie et le respect de la personne humaine. En se souvenant que l'espérance est un principe actif et que les métamorphoses, même improbables à un moment donné, sont possibles si l'on fait confiance aux capacités créatrices de chacun.

A cet égard, le collectif associatif constate que, ►

Il est question de la crise ; or, elle en additionne au moins trois : la crise écologique, la crise économique et la crise financière. Elles sont, aggravées par l'individualisme, l'expression d'une crise culturelle et morale de nos sociétés.

Le pacte est accompagné d'une liste de 32 engagements personnels et collectifs élaborés et validés par le collectif des associations signataires. A titre d'exemple, en voici quelques-uns :

Engagement 1 : *Se donner régulièrement des temps de pause pour réfléchir au sens de son action et à l'équilibre de ses responsabilités, notamment à l'égard de ses proches.*

Engagement 2 : *Participer de manière constructive au débat public et prendre part aux votes.*

Engagement 6 : *Reconnaître le droit à la parole de chacun et favoriser l'expression individuelle ou collective de ceux qui ont le plus de difficulté à s'exprimer ou à se faire comprendre.*

Engagement 7 : *Lutter contre les gaspillages et adopter des modes de vie qui préservent la planète.*

Engagement 8 : *Dans l'éducation, promouvoir les talents et faire prévaloir la coopération ainsi que la non-violence sur la compétition.*

Engagement 10 : *Dans les entreprises, donner au respect des personnes une importance au moins égale au souci de rentabilité, réduire l'échelle des revenus, et renforcer la responsabilité sociale et environnementale dans le cadre d'une gouvernance élargie.*

Engagement 13 : *Dans les banques et organismes financiers, relier la prise de risque et la créativité à l'utilité économique et sociale des opérations et fixer des limites aux rémunérations.*

Engagements 16 : *Dans les communautés spirituelles et courants de pensée organisés, rechercher les valeurs communes du vivre ensemble dans le cadre de la laïcité.*

Engagement 22 : *Réguler étroitement les activités financières pour les relier à leur fonction économique.*

Engagement 28 : *Généraliser progressivement le service civique à tous les jeunes et à tous les âges.*

Engagement 31 : *Promouvoir un équilibre écologique en Europe pour aider la planète.*

Engagement 32 : *Intensifier les partenariats et le co-développement de l'Europe avec l'Afrique et les pays du pourtour méditerranéen.*

► loin des discours catastrophistes ou démobilisateurs, beaucoup de femmes et d'hommes, à l'occasion de ces différentes crises, découvrent au fond d'eux-mêmes, chez leurs proches ou dans leur communauté d'appartenance, des ressources qu'ils ne soupçonnaient pas et qu'ils ont du mal à exprimer clairement. Qu'il s'agisse de simple « courage », d'« instinct vital » ou de « quêtes d'identité », des énergies personnelles latentes se font jour, qui prennent des formes très différentes : conscience morale, humanisme, profondeur, intériorité, transcendance, espérance... Cette « force éthique » (...) constitue à nos yeux le principal ressort qui nous permettra de donner un nouvel élan à la démocratie et à la citoyenneté, et de sortir de la crise. Un « droit de cité » doit lui être reconnu dans notre espace laïc et pluraliste !

(...) Plus largement, c'est un nouvel état d'esprit qui est en germe, avec la recherche non seulement de la « qualité de la vie », mais aussi de nouveaux modes de vie et de relations humaines plus vraies, y compris avec les moins chanceux ou les plus vulnérables. Ce sont autant de points d'appui pour sortir de la crise.

Les forces humanistes, spirituelles et politiques doivent œuvrer ensemble

Beaucoup se ressource dans des courants de sagesse ou de spiritualité qui aident les personnes et les groupes à assumer cette « vulnérabilité » aggravée par la crise et à trouver un nouveau souffle (...) Lorsque les religions évitent les dérives sectaires et identitaires, elles peuvent constituer une force de dépassement, de modération, et de solidarité. Cela suppose qu'elles jouent le jeu de nos démocraties pluralistes et qu'elles acceptent sans réticence le principe fondamental de la laïcité (...) Les systèmes politiques ont de grandes difficultés à faire face à

▶ La recherche du bonheur par l'accumulation de l'avoir a constitué l'orientation fondamentale. Cette approche, contraire à la plupart des traditions de sagesse dont aucune ne place le bonheur et la joie de vivre dans la possession, a démontré ses limites.

cette mutation vers un développement humain qui prenne en compte tout l'homme et tout homme (...) Nous sommes convaincus que la qualité morale des responsables de tous ordres, leur capacité à s'engager et à parler vrai joueront un rôle essentiel.

(...) Il faut ouvrir largement le débat sur l'essentiel, sur la civilisation que nous voulons désormais bâtir en Europe, à l'ère de la mondialisation et du monde fini. (...) La recherche du bonheur par l'accumulation de l'avoir a constitué l'orientation fondamentale de la modernité ; cette approche, contraire à la plupart des traditions de sagesse dont aucune ne place le bonheur et la joie de vivre dans la possession, a démontré ses limites.

Pour rassembler les énergies

Retrouver le sens des limites et du possible, articuler liberté individuelle et responsabilité collective, réintroduire du lien entre générations, entre couches sociales et entre institutions et citoyens, focaliser l'attention sur tous ceux qui sont victimes des crises, repenser les rapports entre cultures, lier transformation personnelle et transformation sociale, voici des objectifs à approfondir au regard des trois impératifs suivants :
– impératif de créativité, dont le champ devra s'élargir et porter davantage sur l'écologie, la coopération, les relations interpersonnelles et spirituelles, en un mot à tout ce qui donne sens ;
– impératif de sobriété, de distinction entre l'essentiel et le superflu, qui va s'imposer sous de multiples formes, avec le risque de dégénérer en austérité imposée aux plus fragiles, s'il n'est pas appliqué en proportion des possibilités de chacun ;
– impératif de justice qui devra conduire à inventer de nouvelles formes de redistribution pour que le principe d'égalité de dignité soit effectivement mis en pratique dans un contexte où on ne peut plus compter sur une augmentation rapide des richesses. (...) ●

[1] ATD Quart-Monde, Club de Budapest, Colibris, Démocratie et Spiritualité, Dialogues en Humanité, Initiatives et Changement, La Vie nouvelle, Solidarités nouvelles face au chômage, Unis-Cité...

Pour en savoir plus : on retrouvera l'intégralité des textes, ainsi que les développements de ce pacte civique sur le site : www.pacte-civique.org

*PUB
à venir*

La nuit est pleine d'étoiles

Il faut prêter au temps nos regards pour que nos yeux trouvent l'éclat des feuilles en cette dormition. Les nuages d'août et leur suite progressent vers la cité céleste. Du lointain vient celui qui lance les grains de senevé. Tout est à notre portée, jusqu'à ces gestes affamés qui négligent la part du jour. De ce sable serviteur, nous exploitons la mémoire. Dans le secret des baisers de cet après-midi, la chaleur se dissipe, consume l'été et mord la joue des enfants. Migration des doutes dans la rue contagieuse. La couronne des plantains monte de la prairie et signe au vent son étoilement boréal. C'est à la mort qu'il faut confier l'incertitude. La lumière persiste, chaque reflet est un songe d'obscurité, chaque lueur à revivre détient sa place. L'orage a couché les jeunes pousse, la joubarbe a fondé son berceau. De multiples sifflets traversent le jardin, comme autant d'échos vers l'automne. Il nous faut dormir, retenir l'effeuillage sans troubler le sommeil des plantes ni les traces étendues dans le mouvement de la vie. La main se pose à terre, divise la pierre vive pour reconstruire. Elle impose le miracle de vivre dans l'auréole des moissons. Au seuil de l'abondance, l'éloge du regard rapproche les Perséides, l'engrain, la croix d'avant la Croix. Nous ne pouvons plus être séparés du cœur battant de l'Évangile. Aussi, la mort s'éteindra dans le souffle du Messie, dans cette pleine nuit d'étoiles où s'élève la régie du temps. Le monde entier est là, près des persiennes où l'accent des ronces installe ce jeune pommier revenu d'une greffe de dernière aube.

Jean Maison [Extrait], *Le premier jour de la semaine*. Ad Solem, 2010.



3 260050 787154